

COMBAT BRETON

Kazetenn Emgann

Interview d'Oscar Temaru
Président du Tavini
(Front de Libération de Polynésie)



Attentat de Belfort
l'A.R.B revendique

POUR L'EUROPE DES PEUPLES :
MANIF A ST MALO LE 28 DECEMBRE

Charlie Européen des Langues

Pourquoi nous sommes allés à la manif du 5.12.98 à Kemper

Depuis quelques années, les manifestations en faveur de la langue bretonne se succèdent, afin d'obtenir notamment la signature par la France de la charte européenne des langues minoritaires. Emgann avait pris l'habitude d'y participer sur ses propres bases. En effet, en tant que mouvement politique, nous pensons qu'il est nécessaire de montrer qu'un grand nombre de Bretons et de Bretonnes sont attachés à leur langue nationale. De ce point de vue, les mobilisations organisées par UGB, Diwan Breizh... sont une réussite relative. D'un point de vue politique, ces manifestations ont montré leurs limites. Le 5 décembre nous n'irons pas remplir le cortège de ce qui nous semble être une promenade sans but. La France a promis de signer la charte, et il est clair qu'elle n'en appliquera que le plus strict minimum. Comme l'indique le rapport Poirgnant, et les écrits de Carcassonne, Emgann l'avait dit avant la remise du rapport : la langue bretonne restait dénuée de toute protection juridique et aucun des politiciens de gauche, comme de droite, qui viendront se pavaner le 5 décembre n'œuvrent réellement en faveur de la mise en place d'un processus d'officialisation de notre langue nationale.

En tant que mouvement socialiste breton de libération nationale, nous pensons qu'il n'est nul besoin d'un loi française pour enlever un tel processus, et encore moins, d'une très hypothétique et peu claire modification de l'article 2 de la constitution... française. C'est

Attentat à la mairie de Belfort.

Un attentat à l'explosif a fortement endommagé la mairie de Belfort dans la nuit du jeudi 29 octobre. L'action a été revendiquée par un interlocuteur anonyme par téléphone, désignant au nom de l'A.R.B. (Armée Révolutionnaire Bretonne). Dans son appel à l'A.R.B. il indiquait qu'une revendication écrite devait suivre pour justifier l'opération. Pour l'instant, rien n'est parvenu aux rédactions.

On note que cet attentat coïncidait avec le séjour de Jean-Pierre Chevènement à Belle-Ile-en-Mer, en Bretagne. Belfort est le lieu du ministre français de l'Intérieur, devenu premier adjoint après avoir cédé son fauteuil de maire à sa nomination. Faut-il voir une relation de cause à effet ?

Toujours prompt à déguiser sa plume, le porte-parole de l'UDB a cru bon se fendre d'un communiqué pour déclarer, sûr de lui, que «l'affirmation serine de l'identité bretonne depuis la fin des années 70 a permis de faire avancer la cause bretonne dans la population, bien plus sûrement que les attentats perpétrés en Bretagne entre 1966 et la fin des années 70». De quel instrument dispose-t-il pour une appréciation aussi péremptoire ? Allons, en Corse ou au Pays Basque, ce sont les préfets français qui condamnent. Chez nous, heureusement, on a notre brave Christian pour faire ça.

du manque de propositions et de volonté politique dont souffrent la Bretagne et la langue bretonne. A l'heure actuelle, rien n'empêche les élus présents dans les institutions en Bretagne d'œuvrer dès aujourd'hui en faveur de :

- la création d'une chaîne de TV publique, 100% en langue bretonne, émettant sur l'ensemble du territoire national breton, et d'une station de radio du même principe.

- la généralisation de la signalisation en langue bretonne.

- la mise en place dans chaque école de Bretagne d'un enseignement en langue bretonne.

- la mise en pratique d'une politique volontariste et intelligente, afin de pousser les Bretons et Bretonnes à se réapproprier leur langue et à l'utiliser dans tous les aspects de la vie.

Tout cela constituera un début significatif d'officialisation de notre langue nationale. A plus long terme, l'avenir de la langue bretonne ne peut être garantie que par un pouvoir politique breton.

C'est en gardant cela à l'esprit et en pointant ces contradictions, que nous obteniendons les outils nécessaires à l'officialisation, c'est-à-dire par la lutte sans trêve et non par des promesses sans buts.

Brezhoneg, yezh vroadel !
Brezhoneg, yezh ofisiel !

EMGANN

A.R.B., LA POSITION D'EMGANN

Le mouvement Emgann tient à faire savoir, qu'il ne condamne pas les actions de l'A.R.B. menées jusqu'au jour d'aujourd'hui en Bretagne ou en France.

1) Ces actions menées par une organisation clandestine ayant ses propres moyens d'expression nous semblent bien symboliques comparées à la violence qu'exerce l'Etat Français en Bretagne, tant sur le plan culturel que politique, social et économique.

2) A chaque génération des Bretons et des Bretonnes choisissent d'affirmer la personnalité Nationale de notre peuple en luttant pour l'indépendance de la Bretagne. Certains parmi eux choisissent l'action clandestine, nous nous refusons à les juger. Il est plus que logique que des hommes et des femmes de Bretagne choisissent ce mode d'action quand l'Etat Français et ses gouvernements successifs répondent par le mépris et la répression aux revendications démocratiques les plus élémentaires.

A l'heure actuelle les peuples Gallois, Ecossais, Basque et tant d'autres sont en marche vers l'indépendance ; si en Bretagne notre peuple n'a toujours pas d'existence officielle, notre pays est administrativement coupé en deux, et surtout nous ne disposons d'aucune assemblée territoriale digne de ce nom, dotée de compétences économiques, sociales, internationales et culturelles, qui nous permettrait à nous Bretons et Bretonnes de commencer à prendre nos affaires en main en construisant un autre avenir que celui que la France et l'Europe des états du libéralisme veulent nous imposer.

3) Nous exhortons tous les Bretons et Bretonnes conscients de cet état de fait à prendre part à la lutte de libération nationale et sociale du peuple breton en adhérant à EMGANN.

Ar Gollin (porte-parole National).

LA REVENDICATION DE L'A.R.B.

L'Armée révolutionnaire bretonne revendique l'action contre la mairie de Belfort, mais dont le ministre de l'Intérieur est toujours premier adjoint. Un ministre de l'Intérieur véritable caricature du jacobinisme et défenseur du centralisme à la française.

Plus que jamais la lutte est justifiée aujourd'hui en Bretagne. Notre pays est frappé de front par la crise et les restructurations économiques. Des pans entiers de l'économie bretonne sont en train de disparaître sans que nous puissions intervenir véritablement faute d'un réel pouvoir politique breton. Les conséquences pour notre peuple sont dramatiques. Le chômage et l'exil viennent frapper des familles entières. Dans le même temps, l'Etat central continue de concentrer les richesses autour de Paris et dans l'est de la France au mépris de la Bretagne et d'autres «pays de l'Hexagone».

Derrière un discours républicain très en vogue ces derniers temps, c'est en fait le discours jacobin qui chaque jour est répété comme pour bien faire comprendre aux Bretons que le pouvoir central doit rester à Paris, que le temps de la décentralisation est bien terminé.

Face à cette situation intolérable et au mépris affiché par les tenants du pouvoir, le peuple breton doit se donner les moyens de placer la lutte pour l'indépendance sur les terrains qu'il entend.

Ce mépris du pouvoir central se traduit bien entendu par la situation économique vécue quotidiennement par le peuple breton. Il se traduit aussi dans le domaine culturel. Le rapport Carcassonne en est l'illustration parfaite. Le regard des jacobins sur notre langue relève toujours de la même volonté d'étouffer toute expression linguistique autre que le français. Notre langue nationale est en danger de mort et ce ne sont pas quelques déclarations d'intention qui inverseront la tendance. La comme ailleurs il nous faudra prendre des mesures radicales. Seule l'indépendance peut nous donner les moyens de cette politique linguistique.

Ce mépris du pouvoir central se traduit aussi par le sort fait à la Loire Atlantique. Depuis le décret de Pétain, la Loire Atlantique pourtant bretonne n'appartient pas à la Bretagne administrative alors que la Région, le Département et la population se sont proclamés favorables au rattachement à plusieurs reprises.

L'ARB invite ses militants et sympathisants et l'ensemble du peuple breton à amplifier la lutte sous ses différents aspects. L'ARB invite la jeunesse notamment à exprimer son désir de liberté et d'indépendance. Car seule l'indépendance pourra redonner à notre peuple la maîtrise de son destin.

Ar Chuzul veur.

Emgann, Emgann sokolour evit dieubidigezh vroadel Breizh, BP 71, 22002 Gwengamp, Pelleier : 02.96.44.09.24, <http://www.geocities.com/CapitolHill/congress/1228> - E-m@il : EMGANN@USA.net

EMGANN, kasetenn EMGANN, Organe du mouvement EMGANN, Rédaction, Financ. ar Gollin, Directeur de la publication : Denez Riou, Responsable de la Rédaction : Hervé ar Beg, Moudler/Impressaria, Impression : Henry Pedernig, Chémlec'W, Adresse : BP 71 - 22002 Gwengamp Cédex, Komanant/Abonnement : 150 L, Bep miz/Mensual CPPAP : N° 65604, ISSN : 0763-5392

Politikerezh

L'A.G. d'Emgann à Lorient Un mouvement qui rajeunit

Les 7 et 8 novembre derniers s'est déroulée l'A.G. annuelle d'Emgann à Lorient/An Oriant.

Au cours de cette A.G., les militants et militantes ont pu au travers des débats et des motions, prendre des décisions et orientations aussi bien techniques que politiques, afin de renforcer le mouvement indépendantiste.

Au niveau technique

A l'issue de ces deux jours de débats intenses, plusieurs décisions ont été prises quant au fonctionnement du mouvement.

La Coordination Nationale des comités Emgann qui se réunit mensuellement reste souveraine. Le Secrétariat National composé des secrétaires chargés d'animer les secteurs suivants : presse, propagande, finances, affaires sociales, et affaires internationales, affaires inférieures doivent, en collaboration avec un porte-parole, veiller à l'application des décisions de coordination. Ce fonctionnement nous semble être un des plus démocratiques.

La composition du Secrétariat National est à l'image du mouvement : rajeunie et féminisée.

Au niveau politique

Plusieurs décisions politiques ont par ailleurs été prises.

1. La réaffirmation du caractère indépendantiste de notre engagement en tant que mouvement socialiste breton de libération nationale.

Nous organiserons donc en 1999, lors du week-end de Pâques, la seconde Marche pour l'Indépendance.

Pour autant, c'est bien d'un indépendantisme pragmatique dont nous nous réclamons, afin de faire des propositions concrètes à la société bretonne. Nous continuerons donc à développer des campagnes thématiques de façon autonome (langue, social, tourisme...).

2. L'autre décision importante concerne notre volonté de mettre sur pied une plate-forme électorale, large, à l'image de celles impulsées par les indépendantistes en Corse ou au Pays Basque Nord.

Au niveau international

Au cours de l'A.G., ont été lus différents messages de solidarité émanant de mouvements indépendantistes et

anticapitalistes. Ils furent fort appréciés des participants, particulièrement ceux du Courant Révolutionnaire Occitan, du Republican Sinn Féin (qui tenait le même week-end son congrès annuel) de Gazteriak (organisation de jeunes indépendantistes du pays basque), ainsi que celui de la PUA (Plate-forme pour l'Unité d'Action), une des multiples composantes de la gauche indépendantiste catalane ; qui elle aussi tenait à «saluer le peuple travailleur breton et les indépendantistes». Cela renforce notre détermination à lutter pour affirmer le courant indépendantiste breton et à organiser tous plus de liens et de solidarité internationaliste avec les différents peuples qui, à travers le monde, luttent pour leur émancipation nationale et sociale.

Bien sûr, pour que les indépendantistes bretons passent de façon déterminante, il va nous falloir redoubler d'efforts militants. Il faudra que notre enthousiasme militant capable de réunir dans un même mouvement des camarades d'horizons très différents, sorte des ghettos où certains aimeraient qu'il soit confiné, afin de convaincre que seule l'indépendance et le socialisme garantiront à notre nation un avenir maîtrisé par tous et toutes.

Message du C.R.O.C....

Nous tenons par ces quelques mots à vous témoigner toute notre sympathie et solidarité. C'est par la solidarité que nous briserons nos chaînes communes : l'impérialisme et le capitalisme.

Face à ces états qui rêvent de faire faire toutes insoumissions, d'uniformiser les peuples à l'image de Footix ou Ronald Mc do, d'aliéner tous les individus à des espérances matérialistes, de pouvoir jouer de nous comme de la marchandise.

Face à ces états oppresseurs, il nous est indispensable d'allier nos forces. L'émancipation sociale et nationale de Breizh et d'Occitania passe par la lutte.

...et du Republican Sinn Féin

Le Republican Sinn Féin souhaite à ses camarades d'Emgann beaucoup de succès pour l'assemblée nationale se déroulant les 7 et 8 novembre.

Nous soutenons vivement la continuité de votre lutte pour une Bretagne libre et indépendante, pour une libération nationale et sociale, et pour la renaissance du breton, de la culture et des traditions.

Nous vous remercions les paroles du grand leader Irlandais Socialiste et Républicain, James Connolly : «Pour une fédération libre des peuples libres d'Europe».

Rejoignez Emgann



Pour toute demande d'adhésion, écrivez à : Emgann c/o Combat Breton, Kevredigezh, BP 612, 35306 Felger.

Pour s'abonner à Combat Breton : BP 71, 22002 Gwengamp. Fax 02.96.44.09.24.

Pour les relations internationales : fax 02.51.80.08.82. Emgann infos line : 06.13.50.19.75. (24h/24).

Morlaix : la mort de la manu

Réaction d'Emgann

C'est sans surprise que les membres du comité Emgann ont après la fin proche de la manufacture des tabacs de Morlaix. Dans son choix, la SEITA a suivi la logique d'une certaine vision de l'Europe qui privilégie le Bassin du Rhin pour la préservation et l'implantation de l'industrie. Trop excentrée aux yeux de technocrates de Bruxelles et de Paris, la Bretagne n'a d'autre choix que zone pour tourner de masse. Cet avenir prénus à notre pays est nommé par d'ingénieurs publicitaires «Bretagne nouvelle rugée». Une vague qui pourrait bientôt apprécier les travailleurs et travailleurs de la Manu.

Si les Bretons et Bretonnes ne prennent pas leur avenir en leurs mains, de nombreux sites vitaux pour notre économie, contre celui de la manufacture des tabacs, pourront être transformés en réserves. Ceux-ci viendront alors naturellement dans ce projet pour la Bretagne où l'on chassera pendant trois ans, pendant tout au long de l'été.

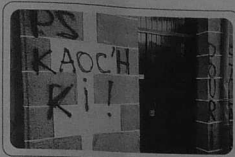
Hervé LE GALL, Pour Emgann Breizh Morlaix, Comité Emgann Morlaix, Rue de l'Espérance, 29000 Morlaix.



Emgann/Combat breton n° 156 3

Emgann arrive à Saint-Brieuc Manifestation pour notre langue !

Suivie à l'ouverture du bureau «Emgann Saint-Brieg», la campagne d'été pour la défense de la langue bretonne continue en automne. En effet, les militants de Saint-Brieuc et de Guingamp ont proposé, samedi 17 octobre 1998, un rassemblement place Louis Guillou, à Saint-Brieuc, en vue de dénoncer le fait que l'état français et les médias ne donnent pas sa juste place à notre langue nationale. Les gouvernements successifs, qu'ils soient de droite ou de gauche, savent très bien que plus ils gagnent de temps, plus l'extinction de notre langue se rapproche (nous rappelons que 10 000 Bretonnants meurent chaque année). C'est pourquoi nous avons revendiqué sur ces deux principaux thèmes :



bretonne contrôlée par le peuple, premier pas vers l'indépendance»

«Une chaîne de télévision en breton, émettant sur les cinq départements ainsi qu'une radio (les habitants de Saint-Brieuc et de sa région ne reçoivent aucune émission en breton).

«L'enseignement du breton et de l'histoire de la Bretagne dans toutes les écoles de Bretagne.

«Notre première intervention s'est déroulée devant France 3 par une prise de parole :

«Chers compatriotes, Nous voici une nouvelle fois à manifester pour notre langue nationale, comme nous l'avons déjà fait cette année à Nantes, Quimper, Lorient ou Guingamp. Certains d'entre vous se demandent peut-être pourquoi, puisque Jospin a annoncé que la France allait signer la Charte européenne des langues dites «régionales». Mais cette signature n'est pas une victoire. Après tant d'années de lutte et de promesses non tenues, aucun changement de la constitution n'est à l'ordre du jour. Il s'agit donc d'une Charte minimale où notre langue n'aura pas sa place dans les administrations ou dans la justice.

«Par ailleurs, Jospin a clairement annoncé qu'il n'était pas question qu'il y ait d'autres langues officielles que le français. Enfin, la politique assimilationniste de l'état français continue, puisqu'il ne reconnaît aucune des minorités qu'il a soumises et qui vivent sur son territoire. En ce qui concerne les médias, la place accordée à notre langue sur France 3 est toujours dérisoire, comparée à celle accordée à d'autres langues minoritaires dans d'autres états européens... Ainsi si France 3 met notre langue à la poubelle, il est bien normal que nous venions y déposer des ortures.

Nous ne devons compter que sur nous-mêmes et non pas sur l'état colonial français pour que notre langue et notre pays survive, en nous dotant d'une assemblée

bretonne contrôlée par le peuple, premier pas vers l'indépendance»

«Kerivodi gwer. 'S'en est suivie une intervention en breton :

«Ur wach ouzhpenn emampo o vanifestiñ evit hor yezh vroadel, evel m'hon eus graet ar bloaz-mañ e Naoned, Kemper, An Oriant ha Guingamp. Marze lod achanoch a glask kompren perak dre m'en deus laret Jospin e vije sinet Karta ar yezhoù minorelet gant Bro-C'hall. Met n'eus ket un trech'ez aus ar smadur-mañ - goude kement a vloavezhioù stourm ha promessoù, n'eus ket anv da cheñch ar Vreizh, hor yezh e vo ar Garta neuze pa ne vo ket tu impioù hor yezh er veles-tradurezh nag er justis.

«Ar-mañ all eo bet sklaer Jospin - estroget ar gallez ne vo yezh ofisiel ebet. En tu-hont da se e kendalc'h ar Stad he folitikerzh heñvelaat, och ebann n'eus ket eus ar minorelezhioù a vev war ur yezh evel ar brezhoneg. E-keñver ar mediaoù e chom bepred distar ar plus a vez roet d'hor yezh pa gëñverer anezhi gant yezhoù minorelet ar Stadoù all en Europa. Neuze ma lak Frañs 3 hor yezh er boueleenn, n'eo ket souezhus e teulmep' da gas hol laezh.

«Sklær eo e rankomp kontañ warnomp hon-unan ha pas war ar Stad, evit ma chomo bev hor yezh hag hor bro, ha kaout ur vroadeg e Breizh dindan kontrol ar bobl, kammad kontañ warnu Breizh d'azañ.

«Bevet Breizh ! Bevet ar brezhoneg ! Stourmomp betek an trech' !

«Sur ces mots, le cortège s'est ensuite déplacé vers le parti socialiste français (en passant devant le RPR) pour une distribution de 500 tracts reprenant nos revendications. Pendant ce temps, les locaux de France 3 (qui ont trouvé bon de porter plainte par la suite) ainsi que ceux du PS se sont vu redécorsés en «voulours» bretonnes. Ces derniers par un communiqué condamnant fermement ces actions et tentent à signaler :

«Ces agissements ne sont-ils pas la manifestation du dépit de quelques minoritaires qui regrettent que le gouvernement tienne ses promesses ?». En effet, ils ont promis de ne pas modifier l'article 2 de la constitution et cela n'est pas à l'ordre du jour de leur planning !

Pour Emgann Saint-Brieg, Guéven Contact Saint-Brieuc: 02.96.61.21.05



4 Emgann/Combat breton n° 156

N'eo ket echu stourmadeg Emgann evit ar yezh

Goude hon taolioù-kaer graet a-hed an hañv, kavet hon eus divizet kenderc'hel gant ur stourmadeg ken reizh.

D'ar 14 a viz here eo bet aloubet Ti an Tailhoù e Guingamp evit ma vo krouet ur chadenn skirwel brezhonek.

D'ar 17 a viz here dirak 50 stourmer, eo bet adivret sez PS Sant Brieg, hag hini RPR. D'an hevelede dez e oa bet taolet kaoc'h ha livaj ouz'h Ti Frañs 3.

Goulennek grols ez eus bet ma vo skirwel bloedennou brezhonek gant RBO hag all war-zu pastel vo Sant Brieg. Al livadurioù zo bet graet a-benn o adkatak da soñjal en o froumesoù kaer.

D'an 30 a viz here gant Komite Emgann Naoned eo bet aozet un emvod foran a-benn displegñ hor sav-poeñt diwar-benn Karta Europa ar yezhoù bihan.

Kendalc'het e vo dre stumm-mañ-stumm betek an trech' !



Emgann Guingamp o vanifestiñ «Ti an Tailhoù d'an 14 a viz Here

Une action du mouvement breton à Guingamp. Emgann investit l'hôtel des impôts

A travers cette action symbolique, Emgann entendait «appeler la population bretonne à boycotter la redevance télé, pour protester contre la place ridicule accordée à la langue bretonne sur France 3, qui est soldisant un service public».

Les militants bretons ont protesté contre le rôle de l'administration des impôts : «C'est ici, a expliqué Jan-Mai Salomon, porte-parole d'Emgann Guingamp, qu'est récolté l'argent des contribuables. Nous demandons qu'il soit utilisé ici pour des actions de développement social et économique, au lieu d'aller à Paris ou pour servir à des projets militaires en Bretagne».

Le mouvement breton a souligné «le budget ridicule du conseil général qui est équivalent à celui de la ville de Rennes. Les impôts des Bretons doivent servir à financer une vraie assemblée sous le contrôle du peuple breton».

«C'est ici, a expliqué Jan-Mai Salomon, porte-parole d'Emgann Guingamp, qu'est récolté l'argent des contribuables. Nous demandons qu'il soit utilisé ici pour des actions de développement social et économique, au lieu d'aller à Paris ou pour servir à des projets militaires en Bretagne».

Le mouvement breton a souligné «le budget ridicule du conseil général qui est équivalent à celui de la ville de Rennes. Les impôts des Bretons doivent servir à financer une vraie assemblée sous le contrôle du peuple breton».

11 novembre, Emgann rend hommage aux morts PAR la France

A l'appel d'EMGANN, une quarantaine de personnes se sont rassemblées le 11 novembre devant le monument aux morts de Guingamp. Après un dépôt de gerbes, le porte-parole du mouvement pour le Tregor, Jan-Mai Salomon, a rendu hommage aux Bretons morts non pas pour la France mais par la France, dans cette boucherie impérialiste, et rappelé que les anciens combattants revenus du front venaient un 11 novembre sans armes, afin de célébrer la paix. On voit comment leur volonté a été trahie depuis !

A noter que la cérémonie s'est déroulée sans incident, le sous-préfet de Guingamp ayant donné ordre de laisser les gerbes «bretonnes» en place pendant la cérémonie française.

A l'occasion du 11 novembre, il est coutume de voir fleurir les bouquets tricolores au pied des monuments aux morts où se rassemblent les représentants de l'état français avec képis et casquettes. La «Marseillaise» clôt cette cérémonie à la gloire de «nos Braves combattants de 14» et de la France, bonne mère, qui n'oublie pas ses enfants courageux.

Plutôt que de nous gausser de cette cérémonie bien franquillonne, pourquoi n'apportons-nous pas notre version de cette effroyable boucherie issue d'un règlement de compte inter-capitaliste ?

Un français doit vivre pour elle. Pour elle un breton doit mourir. Botrel

Pour nous Bretons, cette victoire s'est traduite par la mort de près de 200 000 des nôtres, assassinés par ordre du gouvernement français. En faire des «héros» ne coûte pas cher alors qu'ils ne savaient pas pourquoi ils devaient quitter leurs familles, leur pays pour aller mourir à Verdun ou dans la Somme. Et pour cause, beaucoup d'entre eux ne savaient pas un mot de français avant de partir au front !

La «Grande Guerre» ce fut aussi cela. Un énorme facteur de francisation de notre peuple par l'émigration de ses forces vives et le brassage qui s'ensuivit. Ce que l'enseignement obligatoire de Jules Ferry n'avait pas encore réussi à faire avant 14 allait être rendu inexorable après la guerre. 14/18 marque en effet le sommet et le déclin de la langue bretonne au point de vue de ses locuteurs.

200 000 Bretons morts PAR la France. Et non POUR la France

Ces millions de noms qui figurent en lettres dorées sur les monuments aux morts de nos villages, nous ne devons pas les oublier. Ce sont les nôtres, les noms des concernés pas. Le 11 novembre breton ne doit être à la fois la condamnation de cette guerre française et capitaliste, et le rappel que 200 000 Bretons ne sont pas morts pour la France mais morts par la France. Les Bretons nous plus longtemps nos ennemis se servent de nos morts pour la gloire de la France ?

D'an 11 a viz du e kustum gwelet bokadoù glas gwenn ruz e-harz bezioù-meur ar soudarded, ma vez bodet kannedad ar stad c'hall gwisket gant kepioù ha kaskeletoù.

Ar «Marseillaese» a g'oz al lidadeg-mañ a zo he fal dezhi meur-hor soudarded kuradeg a 14-hag eus Bro-C'hall, mamm val, n'he deus ket ankouhet he mibion gatonek.

Ur gall a rank bevan eviti, Eviti ur breizhad a rank mervel Botrel

Evitdomp-ni Bretoned ez eus bat eus an trech-se marv un 200 000 achanoep, bet lazhet war urzhi ar gouarnamant gall.

Ober harzoù anezhe ne goust ket ker pa ne ouient ket perak e rankent kuitañ o familhoù, o bro, da vont da vreinna e Verdun pe er Somme. Ha kement-se pegwir ne ouie an darn vrasañ anezhe tamm gallez ebet, a-raok mont d'an tal-benn !

Ar «Breizl Bras» a voe ivez an dra-mañ. Hor Pobl gallekaet dre divrouder e youankiz hag ar meskaj a zeuas da heul.

Goude ar brezel e teus da vir ar pezh na oa ket deuet a-benn d'ober choaz kalon ret Jules Ferry arak 14, 14-18 eo ar c'hoult ma vo ar muñiañ a vrezhoneghe na ma kroas an inverse da vont war gal.

Ar miliadoù a anvioù skirvel gant lizherennoù alouaret a weler war bezioù-meur hor c'henedadour, arabad dimp o ankouat. Hor ne eo, anvioù n'ho tud lazhet gant ur brezel na zia-talvezout dimp da pondañon ar brezel gall ha kapitalour-mañ ha war-un-dro degas da soñjal n'eus ket bet lazhet 200 000 Breizhad evi. Bro-C'hall met gant Bro-C'hall. Ha lezel a ramp' poltich hon enebour-nimpioù hor re war evit meur Breizh ?

200 000 Bretons morts PAR la France. Et non POUR la France

Ar miliadoù a anvioù skirvel gant lizherennoù alouaret a weler war bezioù-meur hor c'henedadour, arabad dimp o ankouat. Hor ne eo, anvioù n'ho tud lazhet gant ur brezel na zia-talvezout dimp da pondañon ar brezel gall ha kapitalour-mañ ha war-un-dro degas da soñjal n'eus ket bet lazhet 200 000 Breizhad evi. Bro-C'hall met gant Bro-C'hall. Ha lezel a ramp' poltich hon enebour-nimpioù hor re war evit meur Breizh ?

Ar miliadoù a anvioù skirvel gant lizherennoù alouaret a weler war bezioù-meur hor c'henedadour, arabad dimp o ankouat. Hor ne eo, anvioù n'ho tud lazhet gant ur brezel na zia-talvezout dimp da pondañon ar brezel gall ha kapitalour-mañ ha war-un-dro degas da soñjal n'eus ket bet lazhet 200 000 Breizhad evi. Bro-C'hall met gant Bro-C'hall. Ha lezel a ramp' poltich hon enebour-nimpioù hor re war evit meur Breizh ?

Ar miliadoù a anvioù skirvel gant lizherennoù alouaret a weler war bezioù-meur hor c'henedadour, arabad dimp o ankouat. Hor ne eo, anvioù n'ho tud lazhet gant ur brezel na zia-talvezout dimp da pondañon ar brezel gall ha kapitalour-mañ ha war-un-dro degas da soñjal n'eus ket bet lazhet 200 000 Breizhad evi. Bro-C'hall met gant Bro-C'hall. Ha lezel a ramp' poltich hon enebour-nimpioù hor re war evit meur Breizh ?

Ar miliadoù a anvioù skirvel gant lizherennoù alouaret a weler war bezioù-meur hor c'henedadour, arabad dimp o ankouat. Hor ne eo, anvioù n'ho tud lazhet gant ur brezel na zia-talvezout dimp da pondañon ar brezel gall ha kapitalour-mañ ha war-un-dro degas da soñjal n'eus ket bet lazhet 200 000 Breizhad evi. Bro-C'hall met gant Bro-C'hall. Ha lezel a ramp' poltich hon enebour-nimpioù hor re war evit meur Breizh ?

Ar miliadoù a anvioù skirvel gant lizherennoù alouaret a weler war bezioù-meur hor c'henedadour, arabad dimp o ankouat. Hor ne eo, anvioù n'ho tud lazhet gant ur brezel na zia-talvezout dimp da pondañon ar brezel gall ha kapitalour-mañ ha war-un-dro degas da soñjal n'eus ket bet lazhet 200 000 Breizhad evi. Bro-C'hall met gant Bro-C'hall. Ha lezel a ramp' poltich hon enebour-nimpioù hor re war evit meur Breizh ?

Ar miliadoù a anvioù skirvel gant lizherennoù alouaret a weler war bezioù-meur hor c'henedadour, arabad dimp o ankouat. Hor ne eo, anvioù n'ho tud lazhet gant ur brezel na zia-talvezout dimp da pondañon ar brezel gall ha kapitalour-mañ ha war-un-dro degas da soñjal n'eus ket bet lazhet 200 000 Breizhad evi. Bro-C'hall met gant Bro-C'hall. Ha lezel a ramp' poltich hon enebour-nimpioù hor re war evit meur Breizh ?

Ar miliadoù a anvioù skirvel gant lizherennoù alouaret a weler war bezioù-meur hor c'henedadour, arabad dimp o ankouat. Hor ne eo, anvioù n'ho tud lazhet gant ur brezel na zia-talvezout dimp da pondañon ar brezel gall ha kapitalour-mañ ha war-un-dro degas da soñjal n'eus ket bet lazhet 200 000 Breizhad evi. Bro-C'hall met gant Bro-C'hall. Ha lezel a ramp' poltich hon enebour-nimpioù hor re war evit meur Breizh ?

Sociale, sexuelle, nationale, individuelle.

Libération totale !

Avant d'aborder le sujet d'indépendance et de liberté bretonne, il nous semble important de rappeler que l'annexion de la Bretagne par la France fit suite à une défaite militaire bretonne. Elle fut donc imposée par la force et non amenée par l'amour d'une duchesse pour un roi de France, comme le laisse entendre une certaine version de l'histoire.

Nous situons le débat sur l'indépendance dans un contexte de domination et d'exploitation. Derniers ces deux maux se cachent en fait la plupart des injustices de la planète. Qu'il s'agisse de dominations et d'exploitations d'une ethnie sur une autre, d'un état sur un peuple, de l'hémisphère Nord sur celui du Sud, des hommes sur les femmes, d'une classe sociale sur une autre, d'une majorité sur une minorité, de l'homme (sic) sur la Nature, les problèmes sont les mêmes, liés et indissociables. Un individu investi dans la lutte de libération sociale (ou lutte des classes) et rejette le droit à l'autodétermination d'un peuple est à nos yeux un canard boiteux. Il en va de même pour une personne ou un mouvement prônant la libération nationale tout en refusant d'y inclure les revendications sociales et tant grassement au nez des féministes. Si l'autodétermination du peuple breton est légitime, elle ne doit pas être une fin en soi, or force est de constater qu'à ce jour, aucune libération nationale dans le monde n'a amené la libération primordiale des individus concernés. Pourrait-il en être autrement pour la nation bretonne ? Et quel intérêt de libérer cette petite nation si les individus qui la composent se retrouvent enfermés dans un système de société calqué sur celui de l'oppression, en l'occurrence de l'Etat français capitaliste ?

L'Etat français est le fruit d'une construction militaire. Comme tout état il relègue l'individu en dessous de sa so-disante «Raison» et des intérêts d'une poignée de privilégiés. Notre lutte doit donc aller dans le sens de sa disparition. Sans Etat français, le problème de l'indépendance ne se pose plus. Libre de s'organiser et d'agir localement, de penser globalement en interdépendance avec les autres peuples du monde, fort de leur culture et de leur identité, les bretons et les bretonnes, s'ils ne s'encombrent pas d'un nouvel état, pourraient participer au changement de société nécessaire à la pérennité de l'humanité.

Breizh Etrevoudol, mouvement internationaliste breton

Ar miliadoù a anvioù skirvel gant lizherennoù alouaret a weler war bezioù-meur hor c'henedadour, arabad dimp o ankouat. Hor ne eo, anvioù n'ho tud lazhet gant ur brezel na zia-talvezout dimp da pondañon ar brezel gall ha kapitalour-mañ ha war-un-dro degas da soñjal n'eus ket bet lazhet 200 000 Breizhad evi. Bro-C'hall met gant Bro-C'hall. Ha lezel a ramp' poltich hon enebour-nimpioù hor re war evit meur Breizh ?

Ar miliadoù a anvioù skirvel gant lizherennoù alouaret a weler war bezioù-meur hor c'henedadour, arabad dimp o ankouat. Hor ne eo, anvioù n'ho tud lazhet gant ur brezel na zia-talvezout dimp da pondañon ar brezel gall ha kapitalour-mañ ha war-un-dro degas da soñjal n'eus ket bet lazhet 200 000 Breizhad evi. Bro-C'hall met gant Bro-C'hall. Ha lezel a ramp' poltich hon enebour-nimpioù hor re war evit meur Breizh ?

Ar miliadoù a anvioù skirvel gant lizherennoù alouaret a weler war bezioù-meur hor c'henedadour, arabad dimp o ankouat. Hor ne eo, anvioù n'ho tud lazhet gant ur brezel na zia-talvezout dimp da pondañon ar brezel gall ha kapitalour-mañ ha war-un-dro degas da soñjal n'eus ket bet lazhet 200 000 Breizhad evi. Bro-C'hall met gant Bro-C'hall. Ha lezel a ramp' poltich hon enebour-nimpioù hor re war evit meur Breizh ?

Ar miliadoù a anvioù skirvel gant lizherennoù alouaret a weler war bezioù-meur hor c'henedadour, arabad dimp o ankouat. Hor ne eo, anvioù n'ho tud lazhet gant ur brezel na zia-talvezout dimp da pondañon ar brezel gall ha kapitalour-mañ ha war-un-dro degas da soñjal n'eus ket bet lazhet 200 000 Breizhad evi. Bro-C'hall met gant Bro-C'hall. Ha lezel a ramp' poltich hon enebour-nimpioù hor re war evit meur Breizh ?

Ar miliadoù a anvioù skirvel gant lizherennoù alouaret a weler war bezioù-meur hor c'henedadour, arabad dimp o ankouat. Hor ne eo, anvioù n'ho tud lazhet gant ur brezel na zia-talvezout dimp da pondañon ar brezel gall ha kapitalour-mañ ha war-un-dro degas da soñjal n'eus ket bet lazhet 200 000 Breizhad evi. Bro-C'hall met gant Bro-C'hall. Ha lezel a ramp' poltich hon enebour-nimpioù hor re war evit meur Breizh ?

Ar miliadoù a anvioù skirvel gant lizherennoù alouaret a weler war bezioù-meur hor c'henedadour, arabad dimp o ankouat. Hor ne eo, anvioù n'ho tud lazhet gant ur brezel na zia-talvezout dimp da pondañon ar brezel gall ha kapitalour-mañ ha war-un-dro degas da soñjal n'eus ket bet lazhet 200 000 Breizhad evi. Bro-C'hall met gant Bro-C'hall. Ha lezel a ramp' poltich hon enebour-nimpioù hor re war evit meur Breizh ?

Ar miliadoù a anvioù skirvel gant lizherennoù alouaret a weler war bezioù-meur hor c'henedadour, arabad dimp o ankouat. Hor ne eo, anvioù n'ho tud lazhet gant ur brezel na zia-talvezout dimp da pondañon ar brezel gall ha kapitalour-mañ ha war-un-dro degas da soñjal n'eus ket bet lazhet 200 000 Breizhad evi. Bro-C'hall met gant Bro-C'hall. Ha lezel a ramp' poltich hon enebour-nimpioù hor re war evit meur Breizh ?

Ar miliadoù a anvioù skirvel gant lizherennoù alouaret a weler war bezioù-meur hor c'henedadour, arabad dimp o ankouat. Hor ne eo, anvioù n'ho tud lazhet gant ur brezel na zia-talvezout dimp da pondañon ar brezel gall ha kapitalour-mañ ha war-un-dro degas da soñjal n'eus ket bet lazhet 200 000 Breizhad evi. Bro-C'hall met gant Bro-C'hall. Ha lezel a ramp' poltich hon enebour-nimpioù hor re war evit meur Breizh ?

Ar miliadoù a anvioù skirvel gant lizherennoù alouaret a weler war bezioù-meur hor c'henedadour, arabad dimp o ankouat. Hor ne eo, anvioù n'ho tud lazhet gant ur brezel na zia-talvezout dimp da pondañon ar brezel gall ha kapitalour-mañ ha war-un-dro degas da soñjal n'eus ket bet lazhet 200 000 Breizhad evi. Bro-C'hall met gant Bro-C'hall. Ha lezel a ramp' poltich hon enebour-nimpioù hor re war evit meur Breizh ?

Ar miliadoù a anvioù skirvel gant lizherennoù alouaret a weler war bezioù-meur hor c'henedadour, arabad dimp o ankouat. Hor ne eo, anvioù n'ho tud lazhet gant ur brezel na zia-talvezout dimp da pondañon ar brezel gall ha kapitalour-mañ ha war-un-dro degas da soñjal n'eus ket bet lazhet 200 000 Breizhad evi. Bro-C'hall met gant Bro-C'hall. Ha lezel a ramp' poltich hon enebour-nimpioù hor re war evit meur Breizh ?

Ar miliadoù a anvioù skirvel gant lizherennoù alouaret a weler war bezioù-meur hor c'henedadour, arabad dimp o ankouat. Hor ne eo, anvioù n'ho tud lazhet gant ur brezel na zia-talvezout dimp da pondañon ar brezel gall ha kapitalour-mañ ha war-un-dro degas da soñjal n'eus ket bet lazhet 200 000 Breizhad evi. Bro-C'hall met gant Bro-C'hall. Ha lezel a ramp' poltich hon enebour-nimpioù hor re war evit meur Breizh ?

Ar miliadoù a anvioù skirvel gant lizherennoù alouaret a weler war bezioù-meur hor c'henedadour, arabad dimp o ankouat. Hor ne eo, anvioù n'ho tud lazhet gant ur brezel na zia-talvezout dimp da pondañon ar brezel gall ha kapitalour-mañ ha war-un-dro degas da soñjal n'eus ket bet lazhet 200 000 Breizhad evi. Bro-C'hall met gant Bro-C'hall. Ha lezel a ramp' poltich hon enebour-nimpioù hor re war evit meur Breizh ?

Ar miliadoù a anvioù skirvel gant lizherennoù alouaret a weler war bezioù-meur hor c'henedadour, arabad dimp o ankouat. Hor ne eo, anvioù n'ho tud lazhet gant ur brezel na zia-talvezout dimp da pondañon ar brezel gall ha kapitalour-mañ ha war-un-dro degas da soñjal n'eus ket bet lazhet 200 000 Breizhad evi. Bro-C'hall met gant Bro-C'hall. Ha lezel a ramp' poltich hon enebour-nimpioù hor re war evit meur Breizh ?

Ar miliadoù a anvioù skirvel gant lizherennoù alouaret a weler war bezioù-meur hor c'henedadour, arabad dimp o ankouat. Hor ne eo, anvioù n'ho tud lazhet gant ur brezel na zia-talvezout dimp da pondañon ar brezel gall ha kapitalour-mañ ha war-un-dro degas da soñjal n'eus ket bet lazhet 200 000 Breizhad evi. Bro-C'hall met gant Bro-C'hall. Ha lezel a ramp' poltich hon enebour-nimpioù hor re war evit meur Breizh ?

Ar miliadoù a anvioù skirvel gant lizherennoù alouaret a weler war bezioù-meur hor c'henedadour, arabad dimp o ankouat. Hor ne eo, anvioù n'ho tud lazhet gant ur brezel na zia-talvezout dimp da pondañon ar brezel gall ha kapitalour-mañ ha war-un-dro degas da soñjal n'eus ket bet lazhet 200 000 Breizhad evi. Bro-C'hall met gant Bro-C'hall. Ha lezel a ramp' poltich hon enebour-nimpioù hor re war evit meur Breizh ?

Ar miliadoù a anvioù skirvel gant lizherennoù alouaret a weler war bezioù-meur hor c'henedadour, arabad dimp o ankouat. Hor ne eo, anvioù n'ho tud lazhet gant ur brezel na zia-talvezout dimp da pondañon ar brezel gall ha kapitalour-mañ ha war-un-dro degas da soñjal n'eus ket bet lazhet 200 000 Breizhad evi. Bro-C'hall met gant Bro-C'hall. Ha lezel a ramp' poltich hon enebour-nimpioù hor re war evit meur Breizh ?

Ar miliadoù a anvioù skirvel gant lizherennoù alouaret a weler war bezioù-meur hor c'henedadour, arabad dimp o ankouat. Hor ne eo, anvioù n'ho tud lazhet gant ur brezel na zia-talvezout dimp da pondañon ar brezel gall ha kapitalour-mañ ha war-un-dro degas da soñjal n'eus ket bet lazhet 200 000 Breizhad evi. Bro-C'hall met gant Bro-C'hall. Ha lezel a ramp' poltich hon enebour-nimpioù hor re war evit meur Breizh ?

Ar miliadoù a anvioù skirvel gant lizherennoù alouaret a weler war bezioù-meur hor c'henedadour, arabad dimp o ankouat. Hor ne eo, anvioù n'ho tud lazhet gant ur brezel na zia-talvezout dimp da pondañon ar brezel gall ha kapitalour-mañ ha war-un-dro degas da soñjal n'eus ket bet lazhet 200 000 Breizhad evi. Bro-C'hall met gant Bro-C'hall. Ha lezel a ramp' poltich hon enebour-nimpioù hor re war evit meur Breizh ?

Ar miliadoù a anvioù skirvel gant lizherennoù alouaret a weler war bezioù-meur hor c'henedadour, arabad dimp o ankouat. Hor ne eo, anvioù n'ho tud lazhet gant ur brezel na zia-talvezout dimp da pondañon ar brezel gall ha kapitalour-mañ ha war-un-dro degas da soñjal n'eus ket bet lazhet 200 000 Breizhad evi. Bro-C'hall met gant Bro-C'hall. Ha lezel a ramp' poltich hon enebour-nimpioù hor re war evit meur Breizh ?

Ar miliadoù a anvioù skirvel gant lizherennoù alouaret a weler war bezioù-meur hor c'henedadour, arabad dimp o ankouat. Hor ne eo, anvioù n'ho tud lazhet gant ur brezel na zia-talvezout dimp da pondañon ar brezel gall ha kapitalour-mañ ha war-un-dro degas da soñjal n'eus ket bet lazhet 200 000 Breizhad evi. Bro-C'hall met gant Bro-C'hall. Ha lezel a ramp' poltich hon enebour-nimpioù hor re war evit meur Breizh ?



5 Emgann/Combat breton n° 156

Journée mondiale du refus de la misère ou journée mondiale de la tartuferie

Le 18 octobre 1990 était célébrée (sic) la journée mondiale du refus de la misère. Les appels à la charité, les discours dépourvus de bonnes intentions ont pendant une journée tournés en boucle sur de nombreux médias.

On bien sur quelques chiffres ont été révélés, mais jamais les causes profondes de la misère n'ont été abordées. La faute à pas de chance, ou bien la fatalité. Evidemment, chercher les causes véritables reviendrait à remettre en cause le système économique et la répartition des richesses et plus exactement la captation des richesses par une petite minorité.

Ainsi, alors que la crise économique-financière ébranle l'ensemble de la planète et fissure le dogme libéral, le rapport du PNUD (Programme des Nations Unies pour le Développement) était publié début septembre. Un certain nombre de chiffres suffisent, sans commentaires, à décrire la réalité du système économique capitaliste et les changements radicaux nécessaires que l'on doit y apporter, afin de créer une société basée sur le droit pour chaque individu à vivre dignement.

Ainsi, les trois personnes les plus riches du monde ont une fortune supérieure au produit intérieur brut (PIB) total des 48 pays les plus pauvres du monde.

De même, le patrimoine des 15 individus les plus riches sur terre est supérieur au PIB total de l'Afrique subsaharienne.

En continuant dans le pays de la world company, les avoirs des 34 personnes les plus fortunées dépassent le PIB de la Chine, soit 1,2 milliard d'habitants.

En progressant dans le monde ubuesque et barbare du progrès économique capitaliste, il suffirait, toujours selon le PNUD, de 4 % de la richesse des 225 plus grosses fortunes mondiales pour donner à toute la population du globe l'accès aux services sociaux simplement élémentaires (santé, éducation, alimentation), alors que 20 % (15 milliards d'habitants) des 6 milliards d'habitants de la planète vivent avec moins de 1 dollar par jour. Et si on fixe la barre à 2 dollars par jour (11 \$), les deux tiers de l'humanité sont en dessous.

Alors que les promoteurs les plus zélés de l'économie libérale, ne cessent d'affirmer que le capitalisme, et lui seul, est synonyme de bonheur et de prospérité, les chiffres du rapport parlent d'eux-mêmes. Il est clair que le véritable problème est l'organisation économique et sociale dont l'inégalité est un principe fondamental du capitalisme. Le problème ne peut donc être réglé par quelques déclarations servant à soulager les consciences, mais bien par la mise en avant des véritables causes et des responsables. Le problème réside simplement dans la répartition des richesses. Les chiffres concernant les Etats-Unis et le Royaume-Uni illustrent parfaitement.

Ces deux territoires sont les symboles mêmes de l'ultra libéralisme. Pendant des années des journalistes du marché, des patrons et des politiciens n'ont cessé de nous vendre ces économies. Elles étaient les seules susceptibles de garantir la prospérité et le bonheur de tous. Les chiffres du chômage étaient régulièrement mis en avant (souvent faux) pour que la majorité des emplois créés depuis 10 ans soient préparés et sous payés. Les chiffres du PNUD rétablissent la vérité. Les Etats-Unis malgré un revenu

par habitant le plus élevé au monde (près de 16 % de sa population vit dans la pauvreté (le taux le plus élevé des Etats industrialisés) et 40 millions d'étatsuniens n'ont pas de couverture sociale. Au Royaume-Uni le taux atteint lui 15 %. Ceci illustre donc bien que le véritable problème est dans l'organisation économique et la répartition des revenus.

La contre offensive sociale

Il est donc grand temps que s'organise la contre offensive sociale, alors même que le libéralisme et les capitalistes sont en difficulté, avec la prise de mesures coercitives telles la taxation des bénéfices financiers, le développement des emplois socialement utiles (éducation, santé, éducation populaire, social, culture, environnement, ...) et donc en général du service public (c'est à dire des services échappant à la sphère marchande), impliquant de fait la nationalisation de certaines industries ou services ; le contrôle administratif des licenciements et la taxation des licenciements ; l'arrêt des aides aux entreprises privées sans contreparties véritables, c'est à dire l'obligation d'embaucher et de rembourser les aides si l'entreprise ferme au bout de 10 ans (des milliards ont été investis pour favoriser l'installation d'entreprises pourtant bénéficiaires, on sait ce qui advient de beaucoup de ces entreprises au bout de quelques années - fermeture et délocalisation) ; la fin du travail précaire, avec la suppression de l'intérim et des pseudos emplois (emplois jeunes, RMI, ...), une juste répartition de l'imposition avec la suppression de la TVA sur les produits de première nécessité et culturels et au contraire l'augmentation de la taxation sur les produits de luxe ; une suppression de l'imposition sur le revenu pour les salaires inférieurs à 7000 francs ; une baisse du temps de travail dans un premier temps à 32 heures avec obligation d'embaucher, avec une hausse substantielle des bas salaires et une baisse des salaires supérieurs à 20000 FF, afin de réduire le différentiel de revenus (qui va actuellement, dans l'Etat français de 1 à 50) de 1 à 4, comme c'est le cas quasiment dans les pays scandinaves.

La libération véritable de la Bretagne est aussi une libération sociale.

En Bretagne la situation est très critique. Le fameux miracle breton fait que la Bretagne administrative (mais même avec le pays nantais cela ne change pas grand chose) occupe la 129e position sur 196, du classement des régions de l'Union européenne en terme de création de richesse. Cela signifie donc que le chômage structurel y est élevé (autour de 20 %) et l'émigration est pour beaucoup la seule solution. Mais on raison de sa situation périphérique, notre pays n'intéresse nullement l'Etat français en terme de stratégie économique. Aussi, seule la prise en main de nos affaires, c'est à dire la mise en place d'institutions bretonnes ayant de véritables pouvoirs de décisions et de financement et choisies démocratiquement par la population bretonne, peut nous permettre de mettre en place une politique en faveur d'un véritable développement économique et social durable garantissant à tous le droit à vivre dignement.

La crise agricole : après le porc à qui le tour ? La nécessaire réforme de l'agriculture

Le cours du porc ne cesse donc de chûter. Contre cette baisse la réponse de la FNSEA et du CNJA est toujours la même. La faute vient des autres mais jamais de l'organisation de la production et de la gestion du marché du porc. Leur seule revendication est de demander toujours plus d'aides, sans contreparties évidentes. Ces syndicats réclament une aide à la trésorerie et une aide à l'exportation, en particulier vers la Russie.

La crise mais pas pour tout le monde :

Si effectivement une majorité de producteurs de porcs sont dans une situation dramatique, l'agriculture n'est pas un monolithe et divers classes sociales s'y confrontent et de fait diverses réponses, analyses et stratégies existent.

La manifestation de la Confédération Paysanne des Côtes d'Armor en sont l'illustration. Une délégation paysanne s'est en effet rendue au marché au cadran du porc de Plérin afin d'y murer l'entrée. Leur revendication était que les principaux responsables de la crise sont des agriculteurs ; c'est à dire les gros producteurs pratiquant une politique productiviste intensive. La crise est même pour eux une aubaine puisqu'elle va comme toute crise capitaliste, éliminer une grande partie des producteurs les plus faibles (on parle de plus de 50 %). Cela permettra donc aux cours normalement de remonter et aux plus gros de se partager à beaucoup moins nombreux le marché et donc davantage de bénéfices.

CRISE DU PORC :

LA FRAUDE AUX INTÉRESSÉS



Contre le productivisme, pour une agriculture durable au profit de tous :

Une réforme nécessaire doit être mise en place afin de mettre fin à la destruction du tissu rural et le développement du chômage, la destruction écologique et la concurrence déloyale et destructrice des pays du tiers monde ou de l'Europe de l'est.

Il est temps d'imposer une agriculture durable facteur d'emploi, de développement rural, de respect de l'environnement et de solidarité internationale. Les mesures consistent simplement à inverser les destinations des aides qui sont actuellement gaspillées prioritairement aux agriculteurs productivistes. Ces aides doivent être uniquement destinées aux petites exploitations, afin de bloquer la course au productivisme et à l'expansion, et en tant que aides au respect d'un cahier des charges mettant en avant l'emploi et la protection de l'environnement.

Que se passe-t-il derrière Mc Donald's ?

Mc Donald's dépense chaque année dans le monde presque 1,8 milliard de dollars en publicité et en promotion, essayant de cultiver une image d'entreprise «saine» et «écologique» dans des endroits «étranges» pour manger. Les enfants sont attirés (entraînant les parents derrière eux) par la promesse de jouets ou autres gadgets. Mais derrière le sourire de Ronald Mc Dollars se cache une toute autre réalité : cette multinationale est seulement intéressée par l'argent, faisant du profit par n'importe quel moyen. Son rapport annuel continue d'ouvrir partout de plus en plus de magasins à travers le monde, signifiant plus d'uniformité, moins de choix et le sapement des communautés locales.

Ruiner la santé

Les repas vendus chez Mc Donald's sont pleins de matières grasses, de sucres, de sel, et bien sûr très pauvres en fibres alimentaires ou en vitamines. Une alimentation de ce type augmente les risques de maladies du cœur, de cancers, de diabète et autres maladies. Les additifs chimiques que l'on trouve dans ces repas peuvent entraîner des maladies et de l'hypertension chez les enfants. N'oublions pas que la viande est la cause de la majeure partie des cas d'intoxication alimentaire. Les restaurants Mc Donald's ont été plusieurs fois identifiés comme responsables de débuts d'intoxications alimentaires en Angleterre et aux Etats-Unis.

Alfamer les populations du Tiers-Monde

Alors que des millions de gens meurent de faim, on utilise de vastes régions du tiers-monde pour l'élevage du bétail ainsi que pour la culture du grain destiné à nourrir les animaux que l'on mange en occident. Les petits paysans sont expropriés par les milices des multinationales et les forces gouvernementales, la logique ultralibérale passant avant la sécurité alimentaire des populations locales. Ainsi les populations indigènes crévent de faim alors que leurs propres terres sont exploitées par les grosses entreprises capitalistes. D'autre part, 7 millions de tonnes de grain ne produisent qu'un million de tonnes de viande : on promouvoit sans cesse une alimentation à base de viande. Mc Donald's encourage les gens à en manger et gaspille par conséquent de plus en plus de ressources alimentaires.

Une menace pour l'environnement

Les multinationales détruisent les forêts à une vitesse effrayante. Mc Donald's a été surpris d'admettre qu'il utilisait du bétail élevé dans des terres qui faisaient partie de la forêt tropicale, empêchant la régénération de la forêt. De plus, en utilisant des terres agricoles



The real reason dinosaurs became extinct. La véritable raison de la disparition des dinosaures. «Et avec ça, je peux avoir des frites ?». Dessin de Buddy Hekerson - Etats-Unis

manque de personnel qui par conséquent doit travailler plus vite et plus dur. De toute façon, Mc Donald's sait pertinemment que ses employés sont des gens dans des conditions économiques difficiles, qui sont obligés d'accepter cette exploitation avec le sourire. Mc Donald's a toujours exercé une dure répression syndicale, même si la lutte de certains employés a fini par amener des progrès.

L'abattage des animaux

Les menus Mc Donald's reposent sur la torture et la mort de millions d'animaux. Ceux-ci sont le produit d'un élevage intensif ; ils n'ont ni accès au grand air, ni à la lumière du jour et ne peuvent circuler librement. L'abattage «humain» est un mythe qui ne profite qu'aux producteurs de viande. A nous d'engager notre responsabilité de consommateur et de faire le choix entre manger de la viande ou pas. Les centaines de milliers d'animaux massacrés n'ont pas cette opportunité.

Ce que vous pouvez faire

Ensemble nous pouvons lutter contre les institutions et les gens au pouvoir qui dominent nos vies, notre planète et nous pouvons créer une meilleure société sans exploitation. Les travailleurs peuvent et doivent s'organiser ensemble pour lutter pour leurs droits et leur dignité. Les gens ont un réel besoin de savoir vraiment quoi penser de la nourriture qu'ils mangent. Les gens des pays pauvres se sont eux-mêmes organisés pour se défendre des multinationales et des banques qui dominent l'économie mondiale. Les campagnes de protestation au sujet des droits des animaux et de l'environnement se multiplient partout.

L'exploitation du personnel
Les chaînes de fast-foods sont basses. Les exigences d'une politique de profit maximal entraîne un

Pendant la crise boursière ça baigne pour les nantis

Alors que vient de paraître le hit-parade des 400 plus grosses progressions de fortune de France, on peut y lire que, malgré la crise boursière qui a fait trembler le palais Bregnot il y a quelques jours, certains ont très bien tré leur épingle du jeu. Alors que M. Jospin annonce que la croissance et ce qui en découle ne seront pas partagés et qu'il refuse l'hiver dernier une revalorisation significative des minima sociaux (RMI à 2 198 F), certains de ces nantis ont vu leur fortune augmenter de 270% (Bolloré) à 12% pour le moins nanti (Michel Leclerc). En voici quelques extraits :

- 1. Bolloré 3,1 milliards de francs (+ 270%)
 - 9. Doux 2,3 milliards de francs (+ 100%)
 - 11. Bouygues 3,9 milliards de francs (+ 82%)
 - 21. Pinaut 23,8 milliards de francs (+ 46%)
- Nous remarquons que dans cette liste les entreprises visées ne sont pas des modèles dans le domaine social, par contre du côté financier, ça baigne. Dans son programme de lutte contre l'exclusion, le gouvernement de gauche plurielle (gauche caviar serait de plus indiqué) à aucun moment n'a pensé à créer une taxe de 1% sur ces plus-values qui pourraient dégager les malheureux 500 millions qu'il faudrait débiter pour financer une augmentation significative des minima sociaux.

G. BERNARD

T.V. Breizh Le projet de Patrick Le Lay

Patrick Le Lay, PDG de TF1 a présenté le 23 octobre à l'Institut de Lokan un projet de télévision pour la Bretagne. «TV Breizh» se définit comme une entreprise privée et indépendante de tout pouvoir politique ou financier. Chaîne généraliste, TV Breizh veut mettre l'accent sur le lien culturel et social et la notion de proximité. Il s'agit d'une chaîne satellite afin de desservir l'ensemble des 5 départements bretons et la diaspora bretonne dans l'Hexagone. Patrick Le Lay estime que le projet est possible dans la mesure où la Bretagne dispose déjà de 100 000 abonnés au satellite (TPS ou Canal) et de 75 000 foyers câblés. Objectif : 250 000 à 300 000 abonnés en Bretagne et ailleurs dans les 3-4 ans à venir. Basée dans le sud de la Bretagne (Morbihan), TV Breizh fonctionnera avec une équipe réduite de 50 à 80 personnes et un budget de 80-100 M.F. provenant des abonnements, des partenariats et de la publicité.

Côté programmes, la chaîne se veut «télévision bretonne ouverte aux pays celtiques, résolument moderne, tout public et de langue française avec programmes en breton». 5 à 6h fraîches seront diffusées par jour. Des rediffusions compléteront la programmation. Les programmes seront achetés sur le marché ou réalisés par des maisons de production bretonnes. TV Breizh disposera de sa propre équipe de rédaction.

La langue bretonne sera présentée sous la forme d'une heure d'apprentissage (16h-17h) et pourra être choisie par les téléspectateurs grâce à la numérisation, comme l'on montre les diffusions des matches de la Coupe du Monde 98 sur Eurosport (dont Patrick Le Lay est également PDG).

Le projet doit être validé en février (mars 98 après le tour de table des entreprises bretonnes susceptibles de s'y investir). Le démarrage est prévu au cours du dernier trimestre de 1999.

On le voit, le promoteur de TV Breizh ne manque pas d'ambition. Fort du succès de TPS (200 000 abonnés en septembre 98) et de LOI, Patrick Le Lay estime que l'opération est tout à fait viable. Si réussit, TV Breizh provoquera sans conteste une révolution dans le paysage médiatique breton.

Son lancement peut d'ores et déjà être considéré comme l'un des événements majeurs de cette fin du XX^e siècle en Bretagne. Elle doit structurer une nouvelle industrie de la production télévisuelle basée sur la valorisation de la création bretonne. Réalisations de documentaires, de fiction, de films d'animation, activités de doublage et de traductions en langue bretonne, création de programmes pédagogiques... TV Breizh pourra constituer une véritable chance pour les professionnels de l'audiovisuel en Bretagne.

Le projet de Patrick Le Lay répond-il pour autant aux attentes de ceux qui militent pour la création d'une véritable télévision bretonne et de langue bretonne ? Rien n'est moins sûr. Quoi qu'il en soit, TV Breizh, entreprise privée, devra se gêner à l'avenir au détriment de la qualité des programmes. La place de la langue bretonne est bon d'être assurée, car il ne suffit pas de prétendre que les technologies modernes sont à même d'offrir plusieurs langues sur le même canal. Encore faut-il réaliser des programmes en langue bretonne. Sans un choix de créateurs honorés en breton, il est illusoire de penser que TV Breizh fera plus que FR3 actuellement. Le breton est un choix qui coûte cher et qui exige une démarche volontariste difficile à assumer. TV Breizh réussira-t-elle à réaliser ce qu'aucune autre



Patrick Le Lay (Breizh Info)

entreprise privée de communication n'a pu ou voulu faire à ce jour ? Il est permis d'en douter.

TV Breizh aura peut-être pour effet de faire bouger le service public de la télévision française en Bretagne, mais ne répondra pas, en l'état, aux urgences de notre époque. Le projet de Patrick Le Lay est à mille lieues de la 4^{ème} chaîne galloise (S4 C) et la nouvelle chaîne de télévision irlandaise (TVO) qui mettent respectivement le gallois et le gaélique au cœur même de leurs démarches. Il est également éloigné des propositions du Conseil Culturel de Bretagne qui préconise la création d'une chaîne de télévision en langue bretonne. TV Breizh ne se substitue en rien à une télévision bretonne de service public gérée par les Bretons eux-mêmes. L'Irlande, petit pays de 200 000 habitants, dispose bien de sa propre télévision publique (1), dans sa propre langue. Pourquoi pas la Bretagne ? On touche là à la dimension politique du combat culturel et linguistique à mener en Bretagne. Engageons-nous avant qu'il ne soit trop tard pour la langue bretonne et les générations à venir.

Yann GARDINER

Langue bretonne à Lorient Ça avance dans la vie publique

Stourm ar Brezhoneg se réjouit de la mise en place d'une signalisation en langue bretonne à la gare maritime de Lorient. Il est agréable de constater qu'une fois de plus, le travail sérieux et responsable de la fédération culturelle Emglev Bro ar Orant a porté ses fruits. Il a également fallu, bien entendu, que les militants, notamment les élus départementaux, soient à l'écoute de la demande. Nous attendons maintenant que le verrou posé par la Direction Départementale de l'Équipement du Mor-Bihan saute enfin. Il faudra pour cela passer outre aux outcakes de Jean-Pierre Chauvinement en la matière (voir sa réponse à un parlementaire en date du 22 juin dernier).

Notre mouvement se réjouit également de la confirmation de l'attitude extrêmement positive du maire (PCF) de Lanester sur la signalisation.

Par contre, à Auray, il est effrayant de constater que la proposition du maire (PCF) d'Auray de louer un local municipal à la future école Diwan a été rejetée par les conseillers municipaux socialistes qui ont, hélas, réussi à rallier quelques élus communistes. Nous invitons les élus socialistes aérés à se souvenir de la mésaventure survenue à leurs camarades quimpérois au printemps 1992. Ces derniers avaient été publiquement mis en garde par nos soins à l'automne précédent. Pour être plus précis encore, nous rappelons que beaucoup d'élections se gagnent à la marge. A bon entendre, salut !

Pour l'association, le porte-parole, Thierry LE LOUARN

8 Emgann/Combat breton n° 156

8 Emgann/Combat breton n° 156

8 Emgann/Combat breton n° 156

8 Emgann/Combat breton n° 156

8 Emgann/Combat breton n° 156

8 Emgann/Combat breton n° 156

8 Emgann/Combat breton n° 156

8 Emgann/Combat breton n° 156

8 Emgann/Combat breton n° 156

8 Emgann/Combat breton n° 156

8 Emgann/Combat breton n° 156

8 Emgann/Combat breton n° 156

8 Emgann/Combat breton n° 156

8 Emgann/Combat breton n° 156

8 Emgann/Combat breton n° 156

8 Emgann/Combat breton n° 156

8 Emgann/Combat breton n° 156

8 Emgann/Combat breton n° 156

8 Emgann/Combat breton n° 156

8 Emgann/Combat breton n° 156

8 Emgann/Combat breton n° 156

8 Emgann/Combat breton n° 156

8 Emgann/Combat breton n° 156

8 Emgann/Combat breton n° 156

8 Emgann/Combat breton n° 156

8 Emgann/Combat breton n° 156

8 Emgann/Combat breton n° 156

8 Emgann/Combat breton n° 156

8 Emgann/Combat breton n° 156

8 Emgann/Combat breton n° 156

8 Emgann/Combat breton n° 156

8 Emgann/Combat breton n° 156

8 Emgann/Combat breton n° 156

8 Emgann/Combat breton n° 156

8 Emgann/Combat breton n° 156

8 Emgann/Combat breton n° 156

8 Emgann/Combat breton n° 156

8 Emgann/Combat breton n° 156

8 Emgann/Combat breton n° 156

Histoire de la production apicole dans le Finistère

Par Hervé PERSON

Si aujourd'hui la production apicole bretonne est insignifiante, il n'en fut pas toujours ainsi. Autrefois, notre pays était exportateur de miel et ceux-ci étaient réputés. Ce déclin s'explique par trois causes : 1, les changements de l'agriculture, 2, la division des Bretons et 3, la politique française.

I. Les changements de l'agriculture bretonne.
Les changements ont trait aux méthodes de cultures et aux méthodes d'élevage.

A. Les méthodes de culture

Sous l'Ancien Régime, pendant le XIX^e siècle et même durant une partie du XX^e siècle, la Bretagne était exportatrice de produits apicoles vers les pays du nord de l'Europe et vers l'Espagne. Ce miel était extrait des étendues de terres vaines et vagues de Bretagne (voir Emgann n° 122 : «Le partage des terres vaines et vagues de Bretagne»). Il était surtout produit en Bretagne Centrale. Ce produit et le bois constituaient les productions d'échange des habitants de cette partie de la Bretagne.

En 1813, dans le Finistère, on décomptait un peu plus de 45 000 ruches ainsi réparties :

Arrondissement de Châteaulin :	10 000 ruches
Arrondissement de Brest :	2 216 ruches
Arrondissement de Kemper :	30 175 ruches
Arrondissement de Morlaix :	2 662 ruches

Il nous manque les statistiques de l'arrondissement de Kemperle. Le rendement moyen par ruche était estimé à 12 kilo de cire et 7 kilos de miel (Source Archives Départementales, Kemper 7.M.254). En 1993, dans ce département, on décomptait 8 000 ruches qui assuraient une production de 1 120 quintaux de miel et 116 quintaux de cire, soit une production de 14 kilos de miel par ruche.

En 1841, un autre recensement nous donne les chiffres suivants :

Arrondissement de Châteaulin :	5 900 ruches
Arrondissement de Brest :	8 651 ruches
Arrondissement de Morlaix :	2 750 ruches
Arrondissement de Kemperle :	1 975 ruches
Arrondissement de Kemper :	9 680 ruches
Total :	28 956 ruches

Ceci constitue une baisse de 35% par rapport à la première enquête. Nous pensons qu'elle est due surtout à un problème de fiabilité des statistiques. Mais elle peut s'expliquer par le défrichement des terres vaines et vagues. La technique utilisée était l'écobuage. La surface en saules et en bruyères représentait tandis que progressait celle consacrée à la culture du blé noir. Cette technique du brûlis causait terres défrichées étaient ensuite enssemencées en blé noir, culture très mellifère et donc favorable à un repeuplement rapide.

Quelques années avant la 1^{ère} Guerre mondiale, 1 623 728 ruches dans l'hexagone. La production elle et vitaine :

Côtes du Nord : 79 880 ruches

65 000 ruches

Finistère :	63 000 ruches
Loire inférieure :	37 300 ruches
Morbihan :	31 310 ruches
Total :	276 890 ruches

(Source : «Le Courrier du Finistère 14.9.1918», «Un anklask war ar gwannerezh e Breizh e derou an XX karned» - rannadur par «Hor Yezh» - Sevel gwann e Breizh - Jang Baron).

Entre temps, le 10 juin 1879, la Chambre de Commerce de Morlaix, lors d'un débat consacré à la ligne de chemin de fer Cahaux-Morlaix, nous donne les quantités exportées :

Gare de Cahaux à expédié :	57 350 kg de miel et de cire
Gare de Berran-Scrignac :	12 950 kg de miel et de cire
Diverses gares :	2 000 kg de miel et de cire
Total :	72 300

Ceci est beaucoup pour cette ligne.

A cette époque les défrichements étaient terminés ; la culture du sarrazin était son apogée ; ainsi s'explique la progression des ruches. Examinons maintenant les méthodes d'élevage.

B. Les méthodes d'élevage

La ruche utilisée était surtout l'abeille noire. Celle-ci a été victime des méthodes d'élevage des Bretons. Il existait une forme de ruche bretonne, peu propice à la récolte du miel. Son grand avantage résidait dans son coût ; elles étaient fabriquées par des mendians sans outil ; elles étaient fabriquées ou des troncs desséchés avec des branches de saules ou des troncs desséchés et de la paille de seigle. «La forme et la construction des ruches dans l'arrondissement est peu coûteuse, elle est favorable à la multiplication des abeilles, mais étant d'une seule pièce, il est impossible d'en retirer la cire et le miel à moins d'en faire partir en partie ou en totalité, à l'exception de quelques communes qui sont dans l'usage de changer d'une ruche à une autre pour en extraire la cire et le miel, mais ce moyen est peu usité dans l'arrondissement. La forme des ruches est oblongue ; elles sont composées de brins de paille liés entre eux par des liens de saules. Leur diamètre intérieur est de 10 à 15 pouces, chaque ruche est placée sur une pierre, les abeilles y pénètrent par quelques

intervalles taillés entre la ruche et la pierre qui sert de base, le toit est surmonté par une gerbe de paille liée à son extrémité supérieure» (Source An Naoned 1.M.2002). Nous pensons que les méthodes étaient identiques en Loire-Atlantique et en Finistère.

Pour extraire le miel et les autres produits, les apiculteurs bretons soulevaient les ruches. Ceci avait plusieurs conséquences : 1, le miel était mélangé à la cire et aux débris des alvéoles, ce qui lui donnait un goût âcre, 2, de nombreuses abeilles étaient tuées.

Plusieurs fois le Conseil Général du Finistère incitera les Bretons à changer leurs techniques mais il échouera. Le 24 Germinal de l'an IX, il déclare : «Le nombre de ruches peut être triple par l'abondance des récoltes de sarrazin et une multiplication du sucre, soit sur les talus, soit sur les fossés. Le commerce de la cire et du miel étant très considérable dans ce département, les propriétaires fonciers sont invités à donner le plus grand soin au gouvernement des abeilles et à préférer aux ruches communément usitées dans les campagnes les ruches écossaises ou ruches à hausses qui à l'avantage singulier de livrer à volonté la récolte de la cire et du miel, non seulement sans détruire le couvain, sans suspendre son activité, sans nuire à son logement» (Source A.D. Kemper 1.N.3).

En 1856, la Société Centrale d'Agriculture du Finistère disserte sur l'apiculture. On y apprend qu'un Genevois, Hubert, propose d'écarter les abeilles pour récolter le miel plutôt que de les détruire. Le quimpérois

répond : «Le miel est produit par les abeilles qui se nourrissent de la fleur de la ruche et de la ruche elle-même. Elles ne peuvent vivre que dans une ruche qui leur offre un logement approprié. Elles ne peuvent vivre que dans une ruche qui leur offre un logement approprié. Elles ne peuvent vivre que dans une ruche qui leur offre un logement approprié» (Source A.D. Kemper 1.N.3).

En 1856, la Société Centrale d'Agriculture du Finistère disserte sur l'apiculture. On y apprend qu'un Genevois, Hubert, propose d'écarter les abeilles pour récolter le miel plutôt que de les détruire. Le quimpérois

répond : «Le miel est produit par les abeilles qui se nourrissent de la fleur de la ruche et de la ruche elle-même. Elles ne peuvent vivre que dans une ruche qui leur offre un logement approprié. Elles ne peuvent vivre que dans une ruche qui leur offre un logement approprié. Elles ne peuvent vivre que dans une ruche qui leur offre un logement approprié» (Source A.D. Kemper 1.N.3).

répond : «Le miel est produit par les abeilles qui se nourrissent de la fleur de la ruche et de la ruche elle-même. Elles ne peuvent vivre que dans une ruche qui leur offre un logement approprié. Elles ne peuvent vivre que dans une ruche qui leur offre un logement approprié. Elles ne peuvent vivre que dans une ruche qui leur offre un logement approprié» (Source A.D. Kemper 1.N.3).

répond : «Le miel est produit par les abeilles qui se nourrissent de la fleur de la ruche et de la ruche elle-même. Elles ne peuvent vivre que dans une ruche qui leur offre un logement approprié. Elles ne peuvent vivre que dans une ruche qui leur offre un logement approprié. Elles ne peuvent vivre que dans une ruche qui leur offre un logement approprié» (Source A.D. Kemper 1.N.3).

répond : «Le miel est produit par les abeilles qui se nourrissent de la fleur de la ruche et de la ruche elle-même. Elles ne peuvent vivre que dans une ruche qui leur offre un logement approprié. Elles ne peuvent vivre que dans une ruche qui leur offre un logement approprié. Elles ne peuvent vivre que dans une ruche qui leur offre un logement approprié» (Source A.D. Kemper 1.N.3).

répond : «Le miel est produit par les abeilles qui se nourrissent de la fleur de la ruche et de la ruche elle-même. Elles ne peuvent vivre que dans une ruche qui leur offre un logement approprié. Elles ne peuvent vivre que dans une ruche qui leur offre un logement approprié. Elles ne peuvent vivre que dans une ruche qui leur offre un logement approprié» (Source A.D. Kemper 1.N.3).

répond : «Le miel est produit par les abeilles qui se nourrissent de la fleur de la ruche et de la ruche elle-même. Elles ne peuvent vivre que dans une ruche qui leur offre un logement approprié. Elles ne peuvent vivre que dans une ruche qui leur offre un logement approprié. Elles ne peuvent vivre que dans une ruche qui leur offre un logement approprié» (Source A.D. Kemper 1.N.3).

répond : «Le miel est produit par les abeilles qui se nourrissent de la fleur de la ruche et de la ruche elle-même. Elles ne peuvent vivre que dans une ruche qui leur offre un logement approprié. Elles ne peuvent vivre que dans une ruche qui leur offre un logement approprié. Elles ne peuvent vivre que dans une ruche qui leur offre un logement approprié» (Source A.D. Kemper 1.N.3).

répond : «Le miel est produit par les abeilles qui se nourrissent de la fleur de la ruche et de la ruche elle-même. Elles ne peuvent vivre que dans une ruche qui leur offre un logement approprié. Elles ne peuvent vivre que dans une ruche qui leur offre un logement approprié. Elles ne peuvent vivre que dans une ruche qui leur offre un logement approprié» (Source A.D. Kemper 1.N.3).

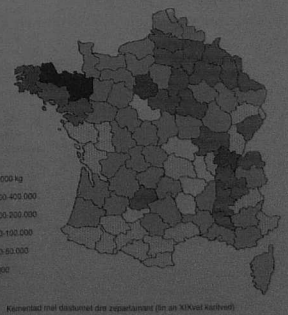
répond : «Le miel est produit par les abeilles qui se nourrissent de la fleur de la ruche et de la ruche elle-même. Elles ne peuvent vivre que dans une ruche qui leur offre un logement approprié. Elles ne peuvent vivre que dans une ruche qui leur offre un logement approprié. Elles ne peuvent vivre que dans une ruche qui leur offre un logement approprié» (Source A.D. Kemper 1.N.3).

répond : «Le miel est produit par les abeilles qui se nourrissent de la fleur de la ruche et de la ruche elle-même. Elles ne peuvent vivre que dans une ruche qui leur offre un logement approprié. Elles ne peuvent vivre que dans une ruche qui leur offre un logement approprié. Elles ne peuvent vivre que dans une ruche qui leur offre un logement approprié» (Source A.D. Kemper 1.N.3).

répond : «Le miel est produit par les abeilles qui se nourrissent de la fleur de la ruche et de la ruche elle-même. Elles ne peuvent vivre que dans une ruche qui leur offre un logement approprié. Elles ne peuvent vivre que dans une ruche qui leur offre un logement approprié. Elles ne peuvent vivre que dans une ruche qui leur offre un logement approprié» (Source A.D. Kemper 1.N.3).

répond : «Le miel est produit par les abeilles qui se nourrissent de la fleur de la ruche et de la ruche elle-même. Elles ne peuvent vivre que dans une ruche qui leur offre un logement approprié. Elles ne peuvent vivre que dans une ruche qui leur offre un logement approprié. Elles ne peuvent vivre que dans une ruche qui leur offre un logement approprié» (Source A.D. Kemper 1.N.3).

répond : «Le miel est produit par les abeilles qui se nourrissent de la fleur de la ruche et de la ruche elle-même. Elles ne peuvent vivre que dans une ruche qui leur offre un logement approprié. Elles ne peuvent vivre que dans une ruche qui leur offre un logement approprié. Elles ne peuvent vivre que dans une ruche qui leur offre un logement approprié» (Source A.D. Kemper 1.N.3).



Kennadur miel dezhañnet dre departamant (fin an XIXvet Kizhvet)

Salon Multilingue du Livre Jeunesse en Bretagne 11.12.13 décembre 1998

Le Salon Multilingue du Livre Jeunesse en Bretagne soufflera ses 6 bougies du vendredi 11 au dimanche 13 décembre 1998 au Centre Culturel du Triskell, à Pont-L'Abbé.

Une nouveauté cette année : le thème historique Outre le thème littéraire «Rouge Comme...», nous inaugurerons cette année une nouvelle rubrique, qui correspond à notre souci d'enrichir notre patrimoine culturel, et de mieux faire connaître l'histoire de Bretagne.

Le thème retenu pour cette première expérience est celui des «Bonnets Rouges», du nom de la révolte paysanne qui s'est déroulée en Basse-Bretagne en 1675, et a beaucoup marqué le pays bigouden.

Ce thème coincidé avec l'actualité culturelle, pédagogique et littéraire de la région : création en projet d'un circuit touristique des «Bonnets Rouges» par les services culturels de Pont l'Abbé, préparation de matériel pédagogique par le centre de formation Kelenm (Diwan), sortie d'un ouvrage, chez Liv-Editions Jeunesse, par Jacqueline FAVREAU.

Après «Les Pays de tradition bilingue» (1993), «l'Arc Atlantique» (1994), «les Peuples d'Europe du Nord» (1995), «les Iles d'Europe du Sud» (1996), et «les Communautés Flamande, Wallonne et Germanique de Belgique», le Salon aura cette année pour invité principal l'Ecosse.

RINKINED AR MOR RUZ



Troiù kaer Tintin embannet gant an Here

Diwan Kinnigou labour

Evit an adrog-skol 99 emañ Diwan o klask evit e skolajoù (22, 29, 56) hag al lise (29) :

* Kelennerien war ar filozofiezh, gallez, saozneg, brezhoneg, brezhoneg kleveleed, istor-geografiezh, alamaneg, kastilhaneg, matematik, skiantoù fizikel, skiantoù ar vuhez hag an douar, teknologiezh, sport, sonerezh, arzou plastek, ekonomiezh.

(Aotregezh dret RET, kevratet pe get gant an Deskdaruzh Stad).

* Ur rener evit al lise e Karaez.

(Mestroniezh dret RET, kevratet pe get gant an Deskdaruzh Stad).

Lizher ha CV da gas da : DIWAN, BP 156, 29411 Landerne Cedex.

Diwan a glask ur skoazeller renererezh

- Live BTS
- Skiant-prenet war ar vicher
- Barrek war an urzhiaerezh
- Dieub awalch evit azoaz hag heuliañ emvodou diouzh an noz pe (hag) en dibenn-sizhun e lec'h-mañ-lec'h e Breizh.
Lizher ha CV da gas da : DIWAN, BP 156, 29411 Landerne Cedex.

An Oaled Stajoù dañ

A ginnig deoc'h 3 devezh Kan & Diskan. Saison 98-99. Kinniget e vez 3 staj ar bloaz-mañ. 3 stajoù sont programmeth e-pad ar bloaz.

- 1. Staj gavotenn, kaset en dro (encadré par) gant Nolluenn Ar Buhe ha Christian Rivoalain. D'ar sul 29 a viz Du 98. Dimanche 29 novembre 98 10h-17h. 140 ltr.
2. Staj Bro-Leon, kaset en dro (encadré par) gant Marie-Thérèse Calvez ha Yann-Ber Premel. D'ar sul 28 a viz chevrer 99. Dimanche 28 fevrer 99. 10h-17h. 130 ltr.
3. Staj plin, kaset en-dro (encadré par) gant Claudine Le Ficho ha Marsel Gwilhou. D'ar sadorn 5 a viz even 99. Samedi 5 juin 99. 14h-18h.

Beilhadeg goude koan (veitlêe en soierê) D'ar sul 6 a viz even 99. Dimanche 6 juin 99. 9h30-12h30 (groupes de niveau). Kig ha fars gant tud ar vro. Festr-deiz. 200 ltr kentellou ha fest-deiz (cours + fest-deiz). 55 ltr ar pred (le repas) 60 ltr an nozvezh + an dijuni (nuitée + petit déjeuner). An Oaled. 14 stradañ an Tr-Kêr. 29870 Treglono. Pgz 02.98.04.07.04.

L'accord de Lizarra et la trêve de l'ETA «Leçon de choses» : Méditation pour les Bretons

Le samedi 12 septembre, 23 institutions politiques, syndicales et associatives se sont jointes à la signature d'un accord historique qui prône la construction de la Paix dans la négociation politique du conflit hispano-basque.

Un processus irréversible s'est mis en route pour une nouvelle demande de souveraineté - si les états espagnols et français consentent aussi à apporter leur contribution au règlement de ce conflit - qui passera par des gestes que nous attendons d'eux immédiatement, au vu du résultat des élections de Gastetz :

- en arrêtant les expulsions des réfugiés politiques basques entre les mains de la guardia civile espagnole.

- en acceptant de les laisser séjourner sur notre territoire dans l'attente des premières négociations.

Basques et Bretons : un parallèle est-il possible ?

J'ai appris à connaître les Basques pour les avoir hébergés, pour les avoir écoutés, pour avoir lu leurs revues, pour avoir connu la repression de l'état français à l'encontre de ces 217 familles qui ont pratiqué la même hospitalité, et depuis cette année pour être devenu le beau-frère de l'un des soixante prisonniers politiques qui purgent une longue peine à la prison de Fresnes depuis le 6 février 1985.

Il faut avoir vécu tout cela pour comprendre combien les citoyens de ce pays sont sous le joug de deux puissants états qui, jusqu'à ce jour, ont mis en œuvre des moyens considérables pour les empêcher de décider eux-mêmes de leur avenir.

En étant interdits de séjour à Paris (et/ou privés de droits civiques pendant 3 à 5 ans), nous n'en récoltons que les embûches.

Depuis l'accord de Lizarra, nous nous mettrons tous à espérer que les peines seront de plus courte durée, surtout pour les prisonniers.

Posons-nous aussi les mêmes questions pour la Bretagne ?

Pouvons-nous décider nous-mêmes de notre avenir ? Est-ce utopique de le penser ? Sur le plan culturel et linguistique, Lionel Jospin nous fait connaître sa volonté de faire en sorte que la charte du Conseil de l'Europe sur les langues régionales puisse être signifiée par une signature et une ratification.

Quelques avancées violent le jour pour un plus grand respect de la nature et de notre environnement en milieu rural.

Toutefois, l'absence quasi-totale d'élus régionalistes bretons au Conseil régional pose question sur la volonté des Bretons d'acquiescer sur leur territoire la maîtrise politique et financière de leur destin.

Si les hommes et les femmes politiques de ce pays se désolent et s'auto-détruisent en luttes intestines pour le pouvoir, comment les électeurs bretons sensibles aux idées du développement d'une Bretagne identitaire forte au sein de l'Europe des peuples, pourraient-ils voter pour eux ? Le développement des individualismes est le

propre de l'évolution de notre société. Chaque personne humaine ici-bas a raison de développer ce qu'elle estime être l'action ou la mission irremplaçable qui la sous-tend.

C'est ainsi qu'avec la concours des autres, elle peut s'épanouir en société.

Hélas, tout se passe toujours comme si les Bretons n'avaient pas encore assez souffert pour attendre, ensemble, la maturité politique dont ils ont besoin pour être majeurs dans la direction des affaires de leur pays.

Même si l'antagonisme politique droite-gauche demeure incontournable dans notre société, il est patent que l'humanisme (ses vertus de tolérance, l'amour de la justice et de la liberté) qui anime un nombre de plus en plus important de nos compatriotes, doit l'emporter sur les idéologies du passé.

En ce sens l'accord de Lizarra et son acte II «Garazi» (qui comporte en son sein des modérés du centre-gauche, des syndicalistes, des responsables culturels et économiques, des membres de la branche politique de l'ETA) doit nous inspirer pour créer, chez nous, ici et maintenant, une dynamique nouvelle de défense des intérêts supérieurs de la Bretagne.

Nous avons cinq années devant nous. Commentons dès maintenant : les futures échéances électorales en sont un élément. La lutte pour le respect des faibles et des démunis de la terre en est un autre pour lequel nous devons apporter les uns les autres la plus grande disponibilité.

Edouard MORVAN

Tchad Pivot du dispositif militaire français en Afrique

Durant le mois de septembre, la France a usé de ses influences auprès du gouvernement tchadien pour que l'opération Epervier continue à stationner au Tchad, ce dernier restant ainsi le centre du dispositif militaire français en Afrique. En effet, les relations étaient tendues dans la mesure où le chef de cet Etat africain, Idriss Déby, avait ordonné il y a quelque temps le renvoi des vingt éléments du 11e choc (unité dépendant de la DGSE) qui assuraient la protection présidentielle ainsi que le départ précipité de l'attaché de défense français au Tchad. Le ministre de la Coopération et de la Francophonie et le chef d'état-major des armées sont donc venus à Ndjaména pour rassurer les boudouks et maintenir la présence française forte de 915 hommes. Cette présence se répartit entre deux compagnies de combat (tournantes) équipées de blindés légers et de mortiers lourds, et appuyées par cinq avions de combat Mirage F1, trois F4U et deux C-130 ou C-160.

En contrepartie, la France s'engage à s'impliquer davantage auprès de l'armée tchadienne en assurant une assistance logistique, une remise en état des matériels, la formation de stagiaires tchadiens (en particulier à l'école d'infanterie de Montpellier) et la réinsertion des 35 000 soldats (sur les 50 000 actuels qui devront quitter les forces armées tchadiennes).

Cet effort est nécessaire car après la fermeture des bases de Bouar et de Bangui en République centrafricaine, la France ne peut plus se permettre de perdre celles du Tchad. Le Tchad qui devient ainsi le centre du dispositif militaire français en Afrique.

Extraits de «Rais» novembre 1998

Elections en Euskadi Les indépendantistes ont le vent en poupe

Les résultats des élections du 25 octobre pour le gouvernement autonome au Pays Basque sud, ont montré une approbation très nette des indépendantistes regroupés au sein d'Euskadi Herriak, la nouvelle coalition des abertzales de gauche qui remplace Herri Batasuna.

En atteignant 18% avec 223 000 voix, E.H. envoie 14 élus au Parlement Autonome contre 11 en 1994. Cela constitue un succès considérable pour les indépendantistes, malgré l'incarcération de l'ancienne direction de H.B. coupable d'avoir refusé une proposition de paix de l'E.T.A.

Autre gagnant : le Parti Psoaïste de José Maria Aznar qui, en passant de 11 à 16 élus, avec 20% des voix, le P.S.O.E. gagne deux sièges (14 contre 12 en 1994).

Le vainqueur de ces élections reste le P.N.V. qui remporte 21 sièges (21 en 1994). Il lui revient donc la responsabilité de former le nouveau gouvernement, soit en allant avec le P.P. ou le P.S.O.E. Reste une troisième hypothèse : une alliance P.N.V./E.A. (Euskadi Akatsuna qui passe de 8 à 6 représentants), avec le soutien de E.H.

Le P.P. a fait savoir qu'il est prêt à participer au gouvernement avec le P.N.V. à condition que celui-ci rompe avec l'accord de Lizarra, ce qui mettrait un terme au processus de paix engagé depuis la trêve de 1994.

Quoi qu'il en soit, il est clair qu'au Pays Basque, comme chez de nombreux autres peuples sans état d'Europe, le pouvoir a fait savoir qu'il est prêt à participer au gouvernement avec le P.N.V. à condition que celui-ci rompe avec l'accord de Lizarra, ce qui mettrait un terme au processus de paix engagé depuis la trêve de 1994.



Les années de l'Espagne sont comptées !

vous avez une analyse soignée... à la situation que laisse la France après les essais nucléaires ? Est-ce que cela fait partie de votre programme politique ?

C'est sûr que, politiquement et moralement, nous sommes plus près de la gauche que de la droite. Quand on nous parle de parti communiste, ou de parti socialiste, nous disons que nous sommes plus communistes ou plus socialistes que les socialistes. L'esprit communautaire chez nous, c'est quelque chose qui se vit au quotidien. Heureusement, c'est comme ça que nous avons pu survivre, que nous avons pu garder notre langue par exemple, pour ne citer que cela.

C.B. : A propos de la langue, quelle est la situation actuellement et qu'est-ce que vous revendiquez pour elle ?

Notre langue, on a d'abord voulu l'éliminer. Il fut un temps où il était interdit de parler tahitien à l'école. On nous interdisait de parler tahitien, on nous mettait à genoux, avec le symbole sur la tête et des lacs d'obérations, d'humiliations. On ne peut pas oublier ça. Ensuite, on s'est rendu compte que ce peuple avait quand même une valeur, que c'était pas normal de ne pas la mettre en valeur. Ce sont surtout les hommes politiques de chez nous qui se sont battus pour que cette langue soit reconnue. On le doit à M. Francis Chamfort qui a été le premier maire de la commune de Faa, qui est décédé depuis. Notre langue est devenue officielle à la fin des années 80. Depuis 1996, elle n'est plus officielle. La seule langue officielle, c'est le français. Je pense que c'est aussi le cas pour la Bretagne, et nous disons que non, notre langue, c'est la première langue de notre pays. Nous essayons de la transmettre à nos enfants mais c'est très difficile quand on vit dans un environnement où tous les mass-médias sont en français. La télévision est en français, il n'y a qu'un quart d'heure de langue tahitienne. L'école se fait en français. Tout est en français. On ne met pas en place les moyens qu'il faut pour que cette langue ait sa place dans notre pays. Nous sommes pourtant majoritaires, démocratiquement et il n'est pas normal que cette langue ne soit pas une langue officielle. On s'est battu pour cela. C'est l'âme de tout un peuple, sa langue. C'est comme ça qu'on reconnaît qu'un Breton est un Breton et qu'un Tahitien est un Tahitien.

C.B. : Est-ce qu'il y a encore une transmission naturelle, de génération en génération ?

Oui, bien sûr. Nous pensons que nous devons nous-mêmes, à partir du foyer, apprendre à nos enfants à parler tahitien. C'est ce que nous faisons mais malheureusement, quand ils vont à l'école, on ne leur parle que français, surtout dans la zone urbaine. J'ai remarqué que, même dans les archipels éloignés, on commence à oublier la langue locale. C'est grave. C'est une valeur qui se perd. Nous avons mis en place les petits moyens dont nous disposons. Par exemple, Radio Tefana, peut-être la seule radio où on parle tahitien la plupart du temps. On parle aussi le français. Le conseil municipal de Faa se fait en langue tahitienne. Dans cette assemblée quand nous intervenons. Mais ça ne suffit pas. Il faut qu'elle soit la première langue du pays. Sans interdire le français, c'est une richesse. Mais sur le plan politique, nous disons aussi qu'il faut que l'anglais soit enseigné comme le tahitien et le français, des la

Colonialisme français : Ras-le-bol !

maternelle. Cela fait partie de notre programme politique.

C.B. : Qu'est-ce que vous répondez à ceux qui vous disent que la Polynésie aurait du mal à être indépendante vu la petitesse de sa population et l'immensité de son territoire ?

Je pense que ce sont des prétextes, des arguments tout à fait factices, qui ne tiennent pas la route car autour de nous il y a des micro-Etats. Par exemple, les îles Cook qui sont pratiquement indépendamment. Elles comptent à peine 20 000 habitants. Et si on nous reproche de ne pas avoir les compétences qu'il faut pour gérer ce pays... C'est vrai que, depuis 150 ans de colonisation, nous avons un médecin mahori, peut-être un ou deux professeurs mahori, un avocat mahori. Ça se compte sur les doigts de la main. Mais c'est la faute de qui ? On ne pose la question, comment se fait-il qu'à côté, aux îles Cook, il y ait des chirurgiens, des avocats, des médecins, il y a de tout, des gens du pays qui ont été formés pour gérer leur pays. C'est de la responsabilité de l'Etat français. Il aurait fallu former les cadres qu'il fallait pour gérer notre pays. Et nous, nous disons que nous ne pouvons plus attendre 150 ans. Il nous faut être indépendants tout de suite. C'est sûr que nous avons besoin de coopérants. Nous sommes prêts à négocier avec l'Etat les accords bilatéraux de coopération. Pourquoi pas ? Nous pouvons également le faire avec d'autres pays. C'est aussi l'avantage d'être un Etat libre : pouvoir négocier avec qui on veut.

C.B. : Vous revendiquez votre place dans les instances internationales, en tout premier lieu à l'ONU ?

Tout à fait. Le jour où notre pays sera un Etat souverain, indépendant, nous avons déjà fait des approches au niveau du Pacifique sud. Il y a une organisation qui est l'annexe des Nations Unies dans le Pacifique et nous n'attendons que la décision démocratique de notre peuple et à partir de ce moment-là, nous allons demander à faire partie de cette grande maison qu'est l'ONU. La France en fait partie et il est tout à fait normal que nous y ayons droit de cité. La France, comme d'autres pays colonisateurs ont ratifié la résolution 15-14 dans ce sens-là, pour que tous les pays, grands ou petits, tous les peuples de cette planète Terre puissent un jour être libres et s'autodéterminer et disposer de leurs ressources comme bon leur semble.

C.B. : Qu'est-ce que vous attendez des relations politiques entre la Polynésie et la Bretagne ou entre la Polynésie et certains mouvements français ?

Nous avons fermement besoin d'être entendus partout et il est important d'établir des réseaux à tra



vers le monde. Surtout avec les peuples qui se battent pour être reconnus en tant que tels. Je suis très heureux d'être venu en Bretagne, et je pense que nous avons à gagner à essayer de partager ce que nous pouvons, de se soutenir. Nous avons notamment été très fiers de participer à votre marche pour l'indépendance, de vous apporter notre témoignage de solidarité.

Nous savons qu'un peu partout en France, il y a des gens qui nous soutiennent, qui nous encouragent dans la lutte que nous menons. Il faut essayer de mieux nous structurer. D'autres peuples se battent à travers le monde, en Corse, au Pays basque. Lorsque j'étais à l'ONU en 1988, une résolution avait été prise pour faire de la décennie 1990-2000 celle de l'éradication du colonialisme. Il ne faut pas que ces résolutions restent théoriques. Il y va de la responsabilité de tous, y compris des colonisateurs.

C.B. : Revenons sur l'actualité récente : le procès des « événements » de 1995.

En 1995 effectivement, le monde entier a vu l'aéroport de Faa, qui se situe dans ma commune, en feu. Le premier responsable, celui que l'on aurait dû impliquer en premier dans cette affaire, c'est M. Jacques Charac. S'il y a une justice, c'est lui qu'on aurait dû incriminer. Il n'avait pas le droit de décider de l'utilisation de notre pays, sans demander l'opinion du peuple mahori. Nous sommes le peuple légitime de notre pays. Il ne pouvait pas prendre cette décision. C'est une violation des droits fondamentaux de l'homme, donc il aurait dû être incriminé. Maintenant, cela a été entendu. Le procureur a demandé des peines de prison contre un syndicaliste. Nous ferons appel si le tribunal maintient cette décision. Nous sommes les victimes dans cette affaire. C'est une manifestation pacifique au cours de laquelle on a tiré sur des hommes et des femmes sans armes, sur des gens qui étaient venus manifester pacifiquement. On aurait pu les ramasser, les mettre dans un panier à salade et il n'y aurait pas eu tout ce qu'on a vu. Cela a eu des conséquences incommensurables sur le plan économique car les touristes ne veulent plus venir chez nous, ils ont peur. C'est la décision de M. Charac de reprendre les essais nucléaires qui a provoqué tout ça, donc c'est pour ça que nous disons que s'il y a une personne qui doit être incriminée dans cette affaire, c'est le président de la République française.

C.B. : La Polynésie indépendante, c'est pour quand ?

Plus tôt, mieux ça vaudra. Je pense que les élections de 2001 vont être capitales pour nous.

Pays de Galles Autonomie... 1^{er} pas vers l'indépendance ?

Dans l'appel d'Emgann pour la manifestation contre le sommet franco-anglais de St Malo du 28 novembre, nous dénonçons les parlements crouppins. Les parlements exotiques et gallois sont souvent présentés comme exemples par les régionalistes et les autonomistes bretons (de l'UDB notamment). Cymru Goch (Pays de Galles rouge) est une organisation qui lutte pour une république socialiste des travailleurs gallois. Il y a quelques mois, dans leur journal « Y faner goch » (Le drapeau rouge) fut publiée une lettre envoyée par Cymru Goch au ministre chargé par les travaillistes anglais de mettre en place une assemblée galloise. Nous la publions dans Combat Breton, car elle constitue un début de critique de ce type d'assemblées en montrant leurs limites. Si l'autonomie est une étape obligée vers l'indépendance, elle ne saurait constituer un objectif en soi.

Les membres de l'assemblée galloise ou... quelle attitude adopter ?

Ron Davies a été chargé par les Socialistes Gallois de faire une assemblée ouverte et démocratique. Cymru Goch a écrit au Secrétaire au Pays de Galles pour lui soumettre une liste de propositions visant à améliorer l'Assemblée telle qu'elle a été prévue par le gouvernement travailliste. C'est ainsi que nous pourrions changer radicalement la manière dont nous sommes gouvernés.

Notre première demande concerne le fonctionnement de cette Assemblée. De simples réformes peuvent lui permettre de se situer dans la logique révolutionnaire d'une République Socialiste Galloise.

L'Assemblée que nous proposons Londres, c'est : une assemblée sans aucun pouvoir de décision, remplie de « has-been » prêts à se faire pour 35 000 £ par an (à peu près 300 000 F). C'est pourquoi nous voulons :

- que les membres de cette Assemblée siègent à temps plein.
 - qu'aucun élu (député, lord, eurodéputé) ne puisse siéger dans cette Assemblée sans avoir abandonné ses autres mandats.
 - que les membres de l'Assemblée galloise ne puissent bénéficier d'un salaire tant qu'il représente la population.
 - que les membres déclarent publiquement leur patrimoine.
 - que les membres touchent le salaire moyen d'un travailleur gallois, soit 330 £ par semaine (soit environ 2 600 F). Cela pour être sûr que l'Assemblée n'attire pas des carriéristes motivés par l'argent.
- Nous voulons aussi que cette Assemblée représente le Pays de Galles dans sa diversité. L'Assemblée doit aller vers le peuple, et pas le contraire.
- L'état déplorait des moyens de transports au Pays de Galles tout un peu passer du nord et de l'ouest à Cardiff en une journée. L'Assemblée devrait donc visiter Conseils de Moul, Caernarfon et Carmarthen pour permettre à la population d'assister aux débats et de manifester ainsi son accord ou son

Maroc : arabiser en douceur

Depuis son indépendance, l'Etat marocain a fait de l'arabisation, dans le cadre de la politique linguistique officielle, une priorité « nationale ». Ce choix était accompagné par la suppression immédiate de toutes les chaires et structures de la langue berbère (langue berbère) dans ses différentes variantes. Cette politique linguistique a été l'œuvre, essentiellement, du Parti de l'istiglal et de l'élite citadine arabo-andalouse qui avait mis main-basse sur tous les secteurs vitaux du jeune Etat marocain : économie, justice, politique, culture... Imzazighen (les Berbères), au même titre que leurs langues et cultures, n'ont nullement profité de l'indépendance. Ils ont payé de leur vie durant la résistance face au colonialisme et pour la liberté du pays et ils se retrouveront marginalisés après le départ de la France.

La politique d'arabisation menée fut agressive et a souvent éradiqué un Etat centralisé, calqué sur le modèle jacobin français et sous-tendu par une idéologie niveleuse importée d'Orient : mélange de salafisme, de baïthisme et de nationalisme arabe.

L'arabisation avait pour but d'éliminer l'amazigh et en cultivant l'amnésie historique et culturelle et en faisant de cette langue et de la culture qu'elle véhicule des avatars du colonialisme, un emblème de la division et de hérésie. Combattre l'amazighité fut considéré comme un acte de militantisme national, une nécessité pour que se réalise le bonheur national.

Evidemment, l'élite au pouvoir a éradiqué sa politique et sa légitimité sur des mythes. Il lui fallait mener une politique d'uniformisation des esprits par le biais de l'école et de l'administration et gommer la spécificité amazighe (berbère).

L'arabisation était omniprésente partout puisque le pays A la télévision, dans la presse, au sein des institutions de l'Etat et du gouvernement, on faisait l'apologie de cette politique assimilationniste et on a débouqué pour sa réalisation des budgets colossaux.

Il faudrait signaler que l'arabisation est faite pour le peuple, pour l'habiller et l'empêcher d'accéder aux postes de responsabilité et de décisions politiques.

Les artisans de l'arabisation ont pris le soin d'épargner leur progéniture qui poursuit ses études ailleurs, sous d'autres cieux : à Londres, Paris, New York... La doctrine des formations politiques marocaines, principalement celles qui composent l'ossature de l'actuel gouvernement, prône une arabisation à l'ancienne et s'inspire de l'idéologie du nationalisme arabe.

Ainsi, la politique d'arabisation au Maroc continue, en douceur. La reconnaissance de la « dimension amazighe » reste tactique et conjoncturelle et est souvent liée à des calculs électoralistes et à des considérations de politique politicienne. Rien de concret n'est, à ce jour, fait en faveur de l'amazigh. Au contraire, certains secteurs de la vie publique et de la société sont en cours d'arabisation. Le Parti de l'istiglal veut de présenter un projet de loi au parlement dans lequel il demande l'arabisation de la vie publique et l'interdiction de l'utilisation de toute langue autre que l'arabe.

En fait, l'arabisation est une politique conçue par l'amazigh et Imzazighen. Ceux qui l'ont conçue savent que leur légitimité politique et historique repose sur des mythes qui commencent à être remis en question par le Mouvement culturel amazigh. Ils savent également que la reconnaissance, même graduelle, de la dimension amazighe, entraînera progressivement leur agonie. Alors ils préfèrent camper sur leur position.

Certes, l'arabisation a monté ses limites et a provoqué des dégâts considérables (crise de l'enseignement, crise de niveau...), cependant elle n'a pas réussi à greffer une « nouvelle identité » aux Imzazighen. Elle n'était pas conçue pour « transférer » un savoir et une culture dans une langue mais substituer une identité fictive et exogène à une identité millénaire et façonnée par le temps, ce qui relevait de l'absurde.

En Algérie le projet de Zeroual a suscité des réactions vives, au Maroc le pouvoir opte pour une politique vicieuse qui consiste à poursuivre, en douceur, l'arabisation de tous les secteurs de la vie sociale et publique. Comme quoi, le Mouvement culturel amazigh (MCA) est loin d'être au bout de ses peines.

Mohj Ababich, Rabat (in Imzazighen, Revue culturelle de l'association Imzazighen)



Hassan II, roi du Maroc, contre lequel une pétition pour le renouveau de la langue sahraïna a été déposée.

désaccord. Si le Parlement Européen peut aller de Strasbourg à Bruxelles, l'Assemblée galloise peut bien se déplacer aussi.

Nous voulons aussi que l'ensemble des ressources soit abandonné, car il empêche les travailleurs de se présenter aux élections. Ron Davies doit aussi se débarrasser des 500 £ nécessaires pour les élections de Westminster. Les candidats à l'Assemblée galloise ne doivent pas être sélectionnés par rapport à leurs moyens. Ce système ne profite qu'aux riches, et exclut notamment les chômeurs.

Pour être sûr que seuls des candidats bénéficiaires du soutien populaire se présentent, ceux-ci devraient recueillir 100 signatures d'électeurs plutôt que des sommes d'argent.

Les Socialistes Gallois sont aussi favorables à des listes paritaires hommes-femmes, incluant ainsi des minorités (ethniques ou autres), mais nous considérons que remplacer des bourgeois par des bourgeois ne fera pas avancer la cause des travailleurs gallois.

Nous voulons un Parlement qui puisse lever des impôts pour faire payer les riches et les multinationales, et qui puisse créer des lois qui auront un impact réel sur la vie quotidienne des Gallois.

Gymu Goch

Après le procès des hébergeurs de Basques.

Réflexions sur un verdict

En quittant la 13ème chambre correctionnelle du Tribunal de Paris, le 1er juillet dernier, nous avions le pressentiment que les juges ne désiraient plus, à l'avenir, nous rencontrer dans leurs locaux.

- l'interdiction de séjour à Paris en est l'illustration,
- les peines infligées aux basques dépassent l'entendement. Deux d'entre eux doivent faire appel.
- les familles hébergeantes de la plus longue durée sont de plus privées de leurs droits civiques, les vertus les plus nobles sont les plus réprimées. La privation de droits civiques n'est pas tolérable.
- Pour nous, notre pays n'est plus un pays dit "de DROIT".

Ce procès n'est pas le dernier...

Un couple d'amis, des Côtes d'Armor, doit comparaître à nouveau, pour délit d'hospitalité de Basques à leur domicile, en octobre 1997.

Il est impensable, à nos yeux, qu'il puisse se rendre seul, avec ou sans avocat, pour être jugé en récidive devant le même tribunal. Si seulement, en Bretagne, nous pouvions mobiliser, pour un procès en audience publique. Préparons-nous.

La logique de la raison d'Etat

L'information circule à sens unique depuis plusieurs mois. Seule l'accusation a le droit d'expression privilégiée des médias. Victimes, nous n'existons plus comme citoyens dans ce pays. Nous sommes réduits à l'état de sujets. Nos communiqués ne passent plus.

Consultés, les journalistes nous disent qu'ils nous écouteront, mais qu'ils ne peuvent s'exprimer sur la chose jugée !!! Les politiques se taisent maintenant.

Les congratulations des Hommes d'Etat l'emportent sur toutes les autres formes de considération au nom de la lutte exemplaire des états membres contre le «terrorisme». Tout ce qui n'est plus «politiquement correct» ne doit pas être publié.

Ainsi meurent les démocraties. Comment faire sauter ce verrou !

Solitudes de l'esprit...

Les familles hébergeantes demeurent proches les unes des autres, peu ou prou réprimées, dans l'adversité, elles ne se quitteront plus.

Les Basques, qu'elles ont hébergés, sont condamnés au double de la peine de leurs prédécesseurs. Ils sont devenus marchandise pour les Etats.

Peut-on espérer leur amnistie ?

Ce verdict (6 années fermes et 10 ans d'interdiction de séjour à deux Basques mariés à des Bretonnes) est le produit du mépris et de la haine d'un procureur (Mme Stoller), qui confond milice basque et terrorisme. C'est sa volonté.

Ses décorateurs commanditaires (MM. Barrionuevo et Vera) des crimes du GAL viennent d'être condamnés à 12 et 10 ans de prison par le Tribunal suprême de Madrid.

Comme le disent les détenus amis depuis leur prison de Fresnes : «elle ne nous laisse aucun espoir, aucun futur, aucun avenir, comment vivre dans ces conditions ?». Faire appel ne suffira pas. Nous allons communiquer avec les associations basques qui œuvrent pour la Paix et l'Amnistie dans leurs pays respectifs. Plusieurs d'entre elles tirent le char dans cette direction.

A qui ferons-nous croire que ce sont d'abord des militants ? Nous devons œuvrer pour leur libération.

Il nous reste la parole et l'écrit : chacun et chacun doit en user pour lutter contre les solitudes de l'esprit et pour exister.

L'irréductibilité basque, les arrestations de 15 jeunes membres du gazetiarik, le procès de Rennes du 29 septembre à l'appel des comités de soutien sont là pour nous signifier que la rue appelle à de nouvelles formes de rassemblement. Vous pouvez nous rejoindre à l'occasion.

C'est notre moyen de contribuer à la Paix, par le développement de l'amitié entre nos deux peuples.

Edouard MORVAN

Deiziataer 99

An deiziataer e brezhoneg a zo deuet er maez. Fichet brav en ur golo du gant erminoù aour, sklaer gant div bajenn dire sizhun, aas da implijout evit ar vuhez bemdez. Chomlec'hioù talvoudus evit Breizh hag ar minorelezhioù a gaver ennañ, taolenn ar c'hilometradoù etre kêrioù pennañ Breizh, penaos sevel ur chekenn e brezhoneg, kartenn Vreizh hag all.

E gwerz emañ er stalioù ispisializet war danvez Breizh pe dre-lizher e Skol an Emsav (65 lur gant ar frejou-kas). Pgz 02.99.38.75.83. Skol an Emsav, 8 straed Hoche, 35000 Roazhon.

La France du XII^{ème} siècle

Setu pezh am eus lennet a-dreñv a levr «Noir Roman», eus Viviane Moore.

«Dans la Bretagne légendaire des Monts d'Arez, en septembre 1144, une terrible malédiction pèse sur les marçages du yvain et la forêt profonde. Des enfants meurent sans cause apparente... hag all.

Mystères, recette médiévales et plan des lieux, découvrez ici la France du XII^{ème} siècle // sur les pas du chevalier Galevain de Lesneven».

Noo ket pezh a reomp «Revisionisme» anezhi ?

- Librairie des Champs Elysées. © Vivian Moore et L.C.E. Hachette Livre. 1997. Edition 02.

Fabris LE ROY

Nucléaire en Bretagne La bataille n'est pas finie

Fin juin 1998, Pascal Braud, porte-parole de la FAN (Fédération AntiNucléaire) 44, accompagné de Jean-Bernard Champain et Philippe Bonnet, recevait 2 officiers de police judiciaire d'une brigade spécialisée dans la diffusion, sur plainte du responsable français de l'Association internationale des travailleurs du Nucléaire, et sur commission rogatoire d'un juge parisien, Mme Chateau.

Plainte pour avoir osé mettre sur Internet le fait qu'un de leurs adhérents, et défendeur acilé, était connu pour ses sentiments et opinions d'extrême-droite, et qu'il a d'ailleurs été condamné pour cela.

Suite à cette visite, Pascal Braud, assisté de Maître Choucq était convoqué courant septembre, afin de lui être signifié sa mise en examen.

Nous attendons maintenant un éventuel jugement.

La bataille du Carnet et du nucléaire en Bretagne n'est pas finie.

L'article «Touche pas à mon hermine», paru dans le numéro 156 de Combat Breton, nous a valu des réactions plutôt vives.

Reconnaissons qu'il manquait pour le moins un article rappelant notre solidarité avec Gilles Servat dans son combat pour le Front National. Ceci étant, même si l'on peut être choqué par le ton délibérément provocateur de l'article, il n'en reste pas moins qu'il met le doigt sur ce qui explique aux du FN, la reprise de la chanson en question.

Combat Breton ne refuse pas le débat et publie donc ces deux courriers.

A chacun de juger.

Touche pas la blanche Hermine Arrêtons le massacre !

Quelle mouche a donc piqué «Combat breton» dans son dernier numéro ?

Le titre de la couverture laissait penser que l'article des pages intérieures allait dans le sens du juste combat de Gilles Servat défendant sa chanson contre le front national.

Mais non, erreur ! Ces paroles sont des «conneries machistes» et c'est pour cela que le FN les chante !

L'incompréhension est totale. Mauvaise foi, ignorance, besoin de l'auteur de faire mal gratuitement.

Cela m'attriste et me révolte. Très grave en tout cas, car l'article n'est pas signé. Cela pourrait laisser supposer que les responsables de la publication du journal avalaient ces propos.

Est, comme moi, connaissant depuis fort longtemps Gilles, et j'ai beaucoup de mal à le penser.

Ces paroles ont 25 ans. Notre peuple les a adoptées. Elles sont chantées par des milliers de jeunes et font partie aussi bien des refrains de mariages que des finales de Goul Broadell er Brezhoneg, et font toujours sortir les «Gwerin ha du» de la foule.

Elles sont chantées dans les bistrot et dans les rues. Elles ont été chantées dans les prisons françaises et font partie, pour longtemps, de notre patrimoine national des chansons engagées.

C'est vrai, bien sûr, que ce sont les hommes qui partent à la guerre et c'est vrai que les femmes bretonnes ont eu à pleurer trop de morts... pour la France !

Les deux couplets «machistes» publiés dans C.B. sont précédés d'un autre qui dit «Ma mie dit que c'est folie d'aller faire la guerre aux Francs, mais je dis que c'est folie d'être entraînés plus longtemps...»

Faut-il rappeler qu'en ces temps anciens (25 ans !) les nuits bretonnes ne connaissent pas que des airs de binouzes ! Et que quelques dizaines de Bretons, relégués dans les châteaux, se laissaient savoir à leur manière, aux puissants Francs. Ni «coullus» ni héros, et leurs femmes et leurs amies ne se contentaient pas d'attendre au lit le lever du soleil !

Cet article pourrait, éventuellement, avoir sa place dans d'autres journaux que se sont sollicités dans le public de telles élocutions. Ceci étant écrit (et j'espère publié), je veux dire à Gilles Servat qu'il a toute mon estime et ma plus grande confiance, que j'apprécie depuis 25 ans ses chansons et que je le soutiens dans son combat contre le FN, et pour la Bretagne ; qu'il fait toujours vibrer la corde sensible de milliers de Bretons et de non Bretons, comme à Goul Broadell ar Brezhoneg ou soit dit en passant il est venu 7 ou 8 fois, Emgann étant organisée !

Alors que les pluriactives en mal de débuts archaïques aillent s'exercer ailleurs pour tenter de déconstruire les vrais combats de Gilles (sans guillemets ici), mais dans «Combat Breton» journal du mouvement socialiste breton de libération nationale.

Et si ce cher (chère) soubouillard se sent tellement contrarié par le «machisme» de la Blanche Hermine, je lui conseille de zapper et d'évoquer ses futurs «valents» sur la «Marsaillaise», plutôt que sur le Xan Bala ou An Arloch !

Yann PULLANORE
Président de Goul Broadell ar Brezhoneg

CA POSE QUESTION !

Le plus étonnant dans l'affaire de la Blanche Hermine (CB niv 155) c'est que Gilles Servat avait autrefois dit, sous la pression !, composer une nouvelle version - chantée en duo, avec des paroles moins ségrégatives - l'Erreur est humaine, mais persévère, aprèsirement cela pose effectivement question.

Thierry Coic - Ar Chapel Nevez

Réponse à l'auteur de l'article «Touche pas à mon hermine»

Lecteur régulier de Combat Breton, je suis la plupart du temps d'accord avec vos idées mais là, je ne peux pas accepter le texte paru dans le numéro 155 du mois d'octobre 1998, et je réagis.

Comme vous l'histoire de la Blanche Hermine ? Ne l'avez-vous pas chantée vous aussi lors de sa sortie au début des années 70 ? Gilles Servat, conscient de son côté restrictif, en écrit une seconde version quelques années plus tard. Mais bon, comme nous tous, il s'est vite rendu compte que cette nouvelle moulture ne portait pas. C'est vrai, qu'il ne l'a pas reconnue ? Elle n'avait pas la même «pêche».

Il est donc revenu à l'originale. Et celle-ci reste un vrai chant de combat pour la Bretagne. Au point d'être devenue traditionnelle. Vous en connaissez beaucoup d'autres comme ça ? Et faites une expérience, allez écouter Gilles à deux mois d'intervalle : la première fois en Bretagne, la seconde en Mayenne, vous comprendrez.

Replongons-nous dans la tradition. Que devez-vous penser d'une chanson comme «Sivezhig» ? Et ce n'est qu'un exemple.

Je vous en prie, arrêtez de jouer les démagogues féministes, les femmes aussi se reconnaissent dans la Blanche Hermine !

Cette démagogie ne conduit qu'à une chose : faire le jeu des adversaires de notre culture bretonne et bien sûr celui du Front National. Vous pensez bien qu'ils doivent se marrer s'ils lisent votre article (un tel suffit) :

«Chouette, une fois de plus on a réussi à les diviser, leurs cochons ne leur suffisent plus, ils s'en prennent à leurs aristos militants et se bouffent entre eux».

Alors, ça suffit les querelles de cochons idiots et complètement stériles. Asseyons-nous tous autour d'une table (tiens pourquoil pas ronde cette table ?) et mettons nos forces en commun pour aller ensemble le but qui est celui de chacun et de tous. Nous défendons tous les mêmes idées, non ? La langue, la culture, la vie au pays. Unissons-nous au lieu de prêcher chacun pour notre pauvre petite chapelle politique.

Je n'ose imaginer une Bretagne autonome à l'écosseuse, voire indépendante, dans ses conditions actuelles de géographie. D'ailleurs si les avancées sont si timides en ce domaine, n'est-ce pas une conséquence de cette situation ? Ne vous en faites pas, à Paris eux, ils le savent et ils en rient. Enfin, ça c'est un autre débat.

Osez quand même reconnaître qu'un bon coup de gueule de Servat, ça fait du bien. La diffusion de son texte ouvrira des yeux, j'en suis persuadé.

Voilà, mon coup de gueule à moi est poussé aussi. Je tiens à vous préciser que le Breton qui le lâche a un avantage sur vous, même si cela peut paraître prétentieux. Je suis tombé dans le chaudron de polton Breizh il y a 20 ans, et depuis les effets sont permanents mais je n'ai pas pu de cochon, je suis de toute la Bretagne. Georges Perros aussi écrit que si en lui courait le vent ce serait une carte de Bretagne que l'on dépeint.

A vous lire et peut-être à me lire dans un prochain numéro de Combat Breton.

Evit Breizh Unanet !!

Yann-Ber BECLEERE
Landry

ADKOMANANT - KOMANANT • Réabonnement - Abonnement
150 L ar bloaz (evit Breizh hag ar broioù sujed d'ar stad c'hall) 170 L e lec'h all - Skoazel - 200 L da vitanhañ

Anv/Nom

Raganv/Prénom

Chomlec'h/Adresse

Da gas da/A envoyer à : EMGANN, BP 71 - 22202 GWENGAMP CEDEX

Notre fax : 02.96.44.09.24

Emgann/Combat breton n° 156 19

War frankizouriezh, pub ha kengred

...hendalc'h Bro C'hall/Bro Saoz
...at eo, pennoù bras an div vro
...Jospin ha Blair a
...Europa o tont. Jospin ha Blair a
...evel an doare nemetañ da
...«enkadenn» ekonomikel oc'h
...ober lie reuz er bed a-bezh.

Evit ar pezh a sell ouzhip e vanifestomp gant Emgann (Emsav sokialour breizhek evit ar dieubidigezh broadel) d'an 28 ha 29 a viz Du e Sant Malo, evit enebñ ouzh ar c'hendalc'h-mañ ha degas da soñj e vez savet Europa diwar goust ar pobloù hag al labourerien, ha gant skoazell politikourien an tu kleiz hag an tu dehoù.

War an dachenn demokratel

Pobloù lies Europa (Breizhiz, Euskariz, Okitaniz, Kembreiz, Skosiz, Korsiz, Katalaned, Asturianed, Galisianed...) n'o deus gwir ebet a-fed pobl. O fersonelezh n'eo ket doujet. Ha pa vez roet ensavadurioù dezhe goude bloavezhioù hir a stourm, evel e Kembre, Euskadi, pe Skos, n'eus nemet parlamantoù dic'halloud anezhe. Gwasoc'h ar jeu e Breizh. N'eo ket unvan hor bro (distag ma 'z eo Liger Atlantel eus peurrest Breizh), «rannvro» melestradurel Breizh n'he deus galloud gwir ebet, n'eus ket eus hor yezh vroadel el lezennoù, na c'hoant a-berzh ar Stad d'he lakaat da ofisiel.

War an dachenn sokial

A-zivout an traoù-se ivez e vez savet Europa evit ma c'hounezfe muioc'h c'hoazh hag adarre ar kapitalourien. Ar gouarnamantoù a-vremañ hag hini Europa warc'hoazh a zibab (hervez urzhioù an FMI hag an bank

bedel) hag eñ ez aio war ziorren pe war rivinañ bro-mañ-bro en Europa. Amañ e Breizh, hon ensavadurioù n'int ket evit enebñ ouzh an urzhioù hag ar poell a aoz an didudañ, an dilabour, dismantr an oberiantizioù, greantel (ar peskerezh...) a laka un tamm mat eus hon pobl da anduriñ mizer ar goprou izel, an dilabour h.a. Gwastoc'h c'hoazh. lod eus an ensavadurioù (kuzul rannvro, kuzul meur...) a zispign an argant foran forzh pegement, en ur yalc'h hadiñ embregerezhioù pinvidik hag a skarz'h memes-tra labourerien. Koulskoude e rankomp ober dibaboù all en ur grouñ postoù labour talvoudus d'an holl, da laret eo nann saotrus hag hep liamm gant an arme.

War an dachenn bolitikel

An holl re a nac'h ar waskerezh, ar sindikalourien (peizant pe micherour), ar re zilabour a stourmerien bolitikel a dap o fegement. Ma ne vo ket savet warc'hoazh Europa ar pobloù, bez'eus dija eus Europa ar batroned gant o fliked, o barnerien. Ar Vretoned tamallet da vezañ bet kengred gant repouidi Euskadi a c'hall testenañ.

War an dachenn etrebroadel

Europa a vez savet d'ar c'houiz-mañ a zalc'h he daouarn lous war he zrevadennoù kozh, hag a vir ouzh ar repouidi bolitikel hag armerzhel da glask repu aman. Ret eo deomp teurel pled eus ar c'hendalc'h-mañ a-benn embann e rank ar Vretoned kregiñ gant stourm meur ar vro, skoaz ouzh skoaz gant pobloù all. Manifestomp d'an 28 a viz Du e Sant Malo (plasenn an erminig vras) evit embann hon c'hoant da sevel Europa ar pobloù, hag enebñ ouzh Europa ar Stadoù hag ar frankizouriezh.

Bevet Breizh dieub ha sokialour !

Contre l'Europe des états et du libéralisme, pour l'Europe des peuples libres et solidaires !

Les 3 et 4 décembre prochains, aura lieu à Saint-Malo un sommet franco-anglais en présence de Lionel Jospin, de Tony Blair et de Jacques Chirac. Il est clair qu'à cette occasion les représentants de ces deux puissances impérialistes vont chanter les louanges de la construction européenne actuellement en marche. Jospin et Blair présenteront sans doute leur politique prétendument de «gauche» comme seule garante de démocratie, de stabilité, de justice sociale, au moment où la crise financière fait rage.

Pour notre part, à Emgann (mouvement socialiste breton de libération nationale) nous manifesterons le 28 novembre à Saint-Malo pour s'opposer à ce sommet et rappeler que la construction européenne se fait sur le dos des peuples et des travailleurs avec l'appui des politiciens de droite et de gauche.

- **Au niveau démocratique** : les différents peuples d'Europe (breton, basque, occitan, gallois, écossais, corse, catalan, asturien, galicien...) n'ont aucun droit de cité en tant que tel. Leurs personnalités sont bafouées. Et quand après de longues années de lutte on leur accorde de nouvelles institutions comme au Pays de Galles ou en Ecosse, ou au Pays Basque, ce sont des parlements croupions aux pouvoirs limités. Ici, en Bretagne, la situation est encore pire. Notre pays n'a pas d'unité territoriale (séparation de la Loire-Atlantique du reste de la Bretagne) ; la «région» administrative Bretagne n'a aucun pouvoir véritable ; notre langue nationale (ar brezhoneg) n'a aucune existence légale et ne bénéficie d'aucune volonté politique réelle pour son officialisation.

- **Au niveau social** : là aussi la construction européenne se fait au bénéfice des capitalistes. Les gouvernements actuels, et demain celui de l'Europe, décident (sous les directives du FMI et de la banque mondiale) du développement ou de la faillite de telle

ou telle partie de l'Europe. Ici en Bretagne, les institutions dont nous disposons ne nous permettent pas de riposter aux mesures et directives qui organisent les licenciements, la désertification des campagnes, la liquidation de secteurs d'activités entières (pêche, agriculture...) et maintiennent une grande partie de notre peuple dans la misère des bas salaires, du travail précaire et du chômage. Pire, certaines institutions (conseil régional, conseils généraux...) dilapident l'argent public en subventionnant des entreprises bénéficiaires qui licencient. Pourtant nous devons imposer d'autres choix en soutenant l'émergence d'activités socialement utiles, non polluantes, et non liées à l'armement.

- **Au niveau politique** : la répression sous toutes ses formes s'abat sur ceux et celles qui refusent cet état de fait, syndicalistes ouvriers ou paysans, chômeurs en lutte, militants politiques... Si l'Europe des peuples n'est pas pour demain, celles des patrons, de leurs flics et de leurs juges est belle et bien une réalité, en témoigne par exemple les nombreux Bretons inculpé(s) pour s'être montrés solidaires de réfugié(e)s basques.

- **Au niveau international** : l'Europe en marche actuellement ressemble de plus en plus à une forteresse «blanche», qui maintient son imprise sur ses colonies ou ex-colonies et ferme parallèlement ses portes aux réfugiés politiques ou économiques.

Ce sommet doit être le moyen pour les Bretons, de concert avec d'autres peuples, de reprendre l'offensive.

Manifestons le 28 novembre à Saint-Malo, 15h30, place de la grande hermine pour affirmer notre volonté de lutter pour l'Europe des peuples libres et solidaires et contre l'Europe des États et du libéralisme !

Bretagne libre et socialiste !



GOULENN EMEZELAN / DEMANDE D'ADHESION

Vous voulez participer à la lutte du peuple breton, adhérez à EMGANN !
 Fellout a ra deoc'h kemer perzh e stourm hor pobl, deuit e-barzh EMGANN !

Anv / Nom

Micher / Métier

Age / Oad

Chomlec'h / Adresse

Tél / Pellg

A remplir à votre convenance / Responñt diouzh ho c'hoant
 Da gas da / A envoyer à : EMGANN - BP 71 - 22202 Gwengamp Cedex